

Perspectives économiques

Volume 4

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis

Numéro 2



Agriculture

**Les Etats-Unis et la prochaine
conférence ministérielle de l'OMC**

La suppression des subventions à l'exportation
La promotion de la biotechnologie • La réforme des
entreprises publiques • L'amélioration de l'accès aux marchés

Mai 1999

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Agriculture: Les Etats-Unis et la prochaine conférence ministérielle de l'OMC

Perspectives économiques Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis Volume 4, numéro 2, Mai 1999



Il y a cinq ans, cent trente-quatre Etats ont signé à Marrakech les accords issus du cycle d'Uruguay et entamé un processus destiné à réduire les aides nationales à l'agriculture et à appliquer davantage le droit commercial international à ce secteur. Toutefois, les ministres du commerce savaient bien à ce moment-là que les accords visant à réduire les entraves à l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation et les programmes de soutien interne et à établir de bons fondements scientifiques pour les mesures sanitaires et phytosanitaires ne constituaient qu'un début. Ils ont donc décidé d'ouvrir de nouvelles négociations agricoles en 1999. Le 30 novembre, les ministres du commerce de cent trente-quatre pays se réuniront à Seattle (Etats-Unis) pour participer à la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui a succédé au GATT. A Seattle, les Etats-Unis comptent proposer un programme pour le nouveau cycle de négociations agricoles qui portera non seulement sur l'abaissement des droits de douane, la réduction des obstacles non tarifaires et des subventions, mais aussi sur de nouvelles questions telles que la biotechnologie.

Le présent numéro de « Perspectives économiques » analyse les grandes questions des prochaines négociations, notamment les conséquences pour les consommateurs du maintien de l'intervention de l'Etat dans l'économie et les raisons pour lesquelles la libéralisation du commerce est aussi importante pour les marchés naissants que pour les pays industriels.

Charlene Barshefsky
Représentante des Etats-Unis pour le commerce extérieur

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis

SOMMAIRE

AGRICULTURE : LES ETATS-UNIS ET LA PROCHAINE CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC

□ DOSSIER

L'AVENIR DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES **6**

August Schumacher, sous-secrétaire américain à l'Agriculture

Le moment est venu d'accélérer la réforme du commerce des produits agricoles pour qu'il puisse être conforme aux exigences du XXI^e siècle.

L'OUVERTURE DES MARCHES AUX PRODUITS AGRICOLES **11**

Peter Scher, ambassadeur extraordinaire, Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur

Selon la conception américaine du commerce agricole, l'ouverture des marchés mondiaux continue d'être le meilleur moyen de répondre à l'attente de tous dans ce domaine.

LES SUBVENTIONS A L'EXPORTATION ENTRAVENT LE LIBRE-ECHANGE DANS LE SECTEUR AGRICOLE **14**

Timothy Galvin, administrateur du service extérieur du département américain de l'Agriculture

Les subventions à l'exportation sont généralement considérées comme l'un des moyens utilisés par les pouvoirs publics pour entraver le libre jeu des forces du marché dans le domaine commercial. Leur suppression constituera l'un des grands dossiers des prochaines négociations de l'OMC.

L'AVENIR PROMETTEUR DE LA BIOTECHNOLOGIE **16**

James Murphy, représentant adjoint des Etats-Unis pour le commerce extérieur

La biotechnologie recèle un potentiel considérable pour les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde. Elle pourra favoriser la sécurité alimentaire mondiale et contribuer au développement durable du secteur agricole dans les pays en développement.

L'ACCES AUX MARCHES : LA SUPPRESSION DES OBSTACLES AU COMMERCE **19**

Jason Hafemeister, conseiller principal pour les négociations commerciales multilatérales, service extérieur du département américain de l'Agriculture

Les obstacles au commerce privent les producteurs efficaces de la possibilité d'entrer en concurrence sur d'autres marchés et limitent la variété et la qualité des produits offerts aux consommateurs.

LES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT : LES MONOPOLES N'ONT PLUS DE RAISON D'ETRE **21**

Hugh Maginnis, économiste spécialisé dans le commerce international, service extérieur du département américain de l'Agriculture

Les entreprises commerciales d'Etat, auxquelles certains pays ont recours en vue de limiter les exportations et d'encourager les exportations en fonction de considérations non commerciales, ne se justifient plus dans l'agriculture mondiale.

□ OPINIONS

LES NEGOCIATIONS AGRICOLES DE L'OMC : L'ACHEVEMENT DE LA TACHE ENTREPRISE **24**

Paul Morris, ministre-conseiller pour l'agriculture et les ressources naturelles, ambassade d'Australie à Washington
Les Etats membres du Groupe de Cairns ont accueilli avec satisfaction l'aboutissement du cycle d'Uruguay, mais ils estiment qu'il reste encore beaucoup à faire avant d'arriver au point où les politiques agricoles seront véritablement axées sur le marché.

L'IMPORTANCE D'UN NOUVEAU CYCLE DE NEGOCIATIONS COMMERCIALES POUR LES AGRICULTEURS AMERICAINS **27**

Dean Kleckner, président de l'« American Farm Bureau Federation »
Les agriculteurs et les éleveurs américains ne peuvent rester les bras ballants alors que leurs concurrents pénètrent le marché américain et les empêchent d'avoir accès sur un pied d'égalité à leur marché.

LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET LES NEGOCIATIONS DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE **30**

Eugenio Diaz-Bonilla, attaché de recherche, et Sherman Robinson, directeur de la division Commerce et macroéconomie, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
Il est nécessaire que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC tienne compte des besoins des pays les moins avancés.

□ FAITS ET CHIFFRES

LE CYCLE D'URUGUAY ET LA REFORME DE L'AGRICULTURE **35**

L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ISSU DU CYCLE D'URUGUAY **37**

L'AMPLEUR DU SOUTIEN ACCORDE A L'AGRICULTURE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE **39**

TERMES RELATIFS A L'AGRICULTURE ET AU COMMERCE **40**

□ SOURCES D'INFORMATION

ADRESSES D'ORGANISMES JOUANT UN ROLE EN MATIERE D'AGRICULTURE **43**

SELECTION D'ARTICLES ET D'OUVRAGES RELATIFS A L'AGRICULTURE ET AU COMMERCE MONDIAL **45**

CALENDRIER DES ACTIVITES ECONOMIQUES **47**

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis

Volume 4, Numéro 2, Mai 1999

Les revues électroniques diffusées à intervalle de trois semaines par l'USIA dans le monde entier examinent les principales questions d'actualité intéressant la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine elles présentent des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. Toutes les revues sont traduites en français et en espagnol; certaines d'entre-elles sont traduites également en arabe, en portugais et en russe.

Veuillez noter que l'USIA n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien. Les opinions qui sont exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Les articles de ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des États Unis, sauf indication contraire.

Les numéros les plus récents ainsi que les archives sont disponibles sur l'Internet à la page d'accueil des revues du Service d'information des Etats-Unis (USIS), à l'adresse suivante:
<http://www.usia.gov/journals/journals.htm>

Veuillez adresser toute correspondance soit à votre centre local de l'USIS, soit à la rédaction :

Editor, Economic Perspectives
Economic Security I/TES
U.S. Information Agency
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
Etats-Unis d'Amérique

Adresse courrier électronique: ejecon@usia.gov

Directeur de la rédaction Jon Schaffer
Rédacteur en chef Merle Kellerhals
Rédacteurs en chef adjoints Wayne Hall
..... Kathleen Hug
Rédacteurs Eileen Deegan
..... Phillip Kurata
..... Martin Manning
..... Patricia Norman
..... Bruce Odessey
..... Warner Rose

Directrice artistique Sylvia Scott
Page de couverture Martha Chaconas
Conseiller artistique Joseph Hockersmith
Traduction Services linguistiques de l'USIA
Conseil de rédaction Howard Cincotta
..... Rosemary Crockett
..... John Davis Hamill

Photos de couverture: avec l'aimable autorisation de l'Agricultural Research Service, USDA.

Agence d'information des Etats-Unis
Bureau de l'Information
Mai 1999

□ L'AVENIR DU COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

August Schumacher, sous-secrétaire à l'Agriculture chargé des services agricoles intérieurs et extérieurs, département américain de l'Agriculture

« Pendant le cycle d'Uruguay, déclare le vice-ministre de l'agriculture, M. Auguste Schumacher, les pays ont reconnu que la solution à long terme pour l'agriculture résidait non pas dans la fixation des prix, les restrictions commerciales, le contrôle de l'offre et les subventions à l'exportation, mais plutôt dans l'existence de marchés ouverts et à l'abri des distorsions. Le moment est aujourd'hui venu de prendre des mesures audacieuses en vue de conformer le commerce des produits agricoles aux exigences du XXI^e siècle en accélérant les réformes qui s'imposent. »

M. Schumacher souhaite l'accélération des réformes dans quatre domaines essentiels, à savoir : la suppression des subventions à l'exportation, l'élargissement de l'accès aux marchés par le biais de l'abaissement des droits de douane et du recours accru aux contingents tarifaires, la réduction supplémentaire des mesures du soutien interne ayant un effet de distorsion sur les échanges et la nécessité de veiller à ce que les normes techniques se fondent sur des principes scientifiques.)

A l'aube du XXI^e siècle, les agriculteurs et les éleveurs du monde entier se heurtent à deux difficultés. La première, c'est qu'on leur demande de fournir davantage de produits à moindre coût, de meilleure qualité et d'une grande variété, en suivant des normes sanitaires qui n'ont jamais été aussi rigoureuses. La deuxième, c'est qu'on leur demande de produire en abondance alors même que la base de ressources naturelles est en train de diminuer et qu'elle est souvent assujettie à la réglementation de l'Etat. Pour relever ce double défi, il va falloir libérer le potentiel de production de l'agriculture mondiale tout en appliquant des techniques d'intendance salutaires sur le plan écologique. L'ingéniosité et une forte capacité de travail sont deux qualités que l'on prête généralement aux agriculteurs et qui se seront certainement essentielles à cet égard, mais elles se révéleront insuffisantes si l'on ne modifie pas en même temps le commerce des produits agricoles de façon à encourager un climat qui récompense les risques et les investissements et qui favorise l'efficacité.

LES ENJEUX DE L'AGRICULTURE À NOTRE ÉPOQUE

Les agriculteurs américains fondent de gros espoirs dans la prochaine série de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'ouvrira le 30 novembre 1999 à Seattle (Etats-Unis), dans le cadre de la troisième conférence ministérielle, et il ne saurait en être autrement. Ces négociations nous donneront l'occasion d'accroître considérablement l'orientation de l'agriculture mondiale sur le marché. Le monde a précisément besoin d'un résultat spectaculaire si l'on veut tenir le pari de produire des vivres et des fibres pour le bienfait des générations futures, tout en respectant l'environnement.

Les agriculteurs ont la mission de nourrir une population mondiale qui augmente rapidement. Malgré les progrès enregistrés ces dernières années, il y a encore beaucoup trop de gens qui n'ont pas assez à manger. Un grand nombre de pays, dont les Etats-Unis, s'emploient avec acharnement à promouvoir les innovations techniques qui pourraient permettre de satisfaire la demande de vivres et de fibres dans les années à venir. Mais tout important qu'il soit, cet effort ne représente qu'une partie de la solution. Ces techniques et le dur labeur des agriculteurs du monde entier doivent s'insérer dans un environnement commercial qui encourage les investissements et une production rentable et qui alimente la croissance économique pour financer les besoins de production et de consommation.

A l'heure actuelle, les agriculteurs américains sont durement éprouvés par des catastrophes naturelles dues aux intempéries et par la faiblesse des cours. Tandis que nous nous efforçons de remédier à ces problèmes à court terme, tous les agriculteurs doivent faire face à des tendances à long terme qui soulèvent de grosses difficultés. Les progrès techniques à l'origine de l'accroissement des rendements sont aussi ceux qui expliquent la baisse des prix. La sensibilisation aux effets de la production agricole sur l'environnement et sur les

conditions de vie de la population entraîne de nouvelles restrictions aux activités des agriculteurs. Quand citoyens et industriels se disputent à qui mieux mieux la terre, l'eau et l'énergie, la situation devient difficile pour beaucoup de producteurs.

Devant cette situation, l'organisation de l'économie agricole peut se concevoir de deux façons, qui tranchent considérablement l'une sur l'autre. Un modèle, populaire en Europe et en Asie, consiste à conserver un système agricole qui repose principalement sur le contrôle de l'offre et qui est soumis à une réglementation de l'Etat visant à maintenir les prix à la production à un niveau élevé et, comme la garantie des prix coûte cher au Trésor public, à contrôler la production. Dans ce contexte, des bureaucrates tentent d'évaluer le niveau optimal de la production nationale – elle ne doit pas être si faible qu'il faut recourir aux importations, ni si élevée que l'excédent de production doit être acheté à prix fort pour faire ensuite l'objet d'un dumping sur les marchés mondiaux. Une telle structure a pour effet de décourager l'efficacité et l'ingéniosité des agriculteurs et de perturber les marchés mondiaux, en particulier puisque les excédents subventionnés sont régulièrement exportés; qui plus est, elle ne fait rien pour encourager les agriculteurs à produire des denrées alimentaires dans la perspective du siècle prochain. Elle fait également l'impasse sur les intérêts des consommateurs nationaux (qui doivent payer cher les produits d'origine nationale) et ceux des producteurs des autres pays (qui doivent soutenir la concurrence face à des produits subventionnés). Le plus inquiétant, c'est que les politiques contraires aux lois du marché empêchent le secteur agricole de rechercher des améliorations techniques pourtant indispensables à la satisfaction des besoins de demain.

Une autre méthode consiste à placer l'agriculture dans un contexte davantage axé sur le marché, en particulier en supprimant les obstacles au commerce et en réduisant les mesures ayant un effet de distorsion sur les échanges. S'il est un principe dont sont convenus les pays lors de la dernière série de négociations commerciales multilatérales, c'est bien celui de l'orientation accrue des politiques sur le marché. Pendant le cycle d'Uruguay, les pays ont reconnu que la solution à long terme pour l'agriculture résidait non pas dans la fixation des prix, les restrictions commerciales, le contrôle de l'offre et les subventions à l'exportation, mais plutôt dans l'existence de marchés ouverts et à l'abri des distorsions. Le moment est aujourd'hui venu de prendre des mesures audacieuses en vue de conformer le commerce des produits agricoles aux

exigences du XXI^e siècle en accélérant les réformes qui s'imposent.

LES AVANTAGES QUI DÉCOULENT DU COMMERCE

Les avantages qui découlent du commerce libre et loyal des produits agricoles ont des effets immédiats sur les populations. La suppression des obstacles au commerce et la réduction de la concurrence déloyale inciteront nécessairement les agriculteurs à produire, tandis que les consommateurs auront la garantie d'avoir accès aux produits qu'ils désirent. La libéralisation du commerce des produits agricoles amènera les agriculteurs à mieux utiliser les intrants, ce qui a un effet favorable sur la conservation des ressources naturelles sans compter que cela récompense les producteurs économes, encourage l'efficacité et enlève un boulet qui ralentit la croissance économique.

Par ailleurs, l'expansion des débouchés accroît la sécurité alimentaire des pays importateurs dans la mesure où les pays fournisseurs osent consacrer une plus grande superficie de leurs terres à la production et conclure des alliances de commercialisation. Grâce aux échanges, les consommateurs ont accès toute l'année à des produits plus variés et moins coûteux, tandis que les producteurs capables de satisfaire spécifiquement la demande de produits de haute valeur se trouvent récompensés. Dans un sens plus large, on peut dire que le commerce encourage la spécialisation d'une production efficace, qu'il s'agisse de marchandises agricoles ou non, dans la mesure où l'on peut importer des denrées qui sont produites plus efficacement ailleurs.

Chose plus spectaculaire encore, le commerce sauve littéralement des vies. Sans la circulation internationale de produits alimentaires en provenance de zones où la production est abondante et qui sont acheminés dans les zones touchées par la disette, un grand nombre d'habitants de notre planète auraient moins à manger et peut-être même n'auraient-ils rien du tout à se mettre sous la dent.

Par ailleurs, le commerce a des effets dynamiques qui, à long terme, poussent la productivité à la hausse. Par exemple, le fait d'avoir accès à des clients dans des marchés à l'étranger crée une incitation à innover sur le plan technique, et c'est ainsi qu'on arrive à élaborer des variétés améliorées de semences et à affiner les techniques de production. Qui dit marchés internationaux, dit

débouchés accrus, ce qui fait monter les prix et donne aux producteurs la confiance nécessaire pour produire plus qu'ils ne le feraient s'ils voulaient simplement satisfaire les besoins nationaux. Les agriculteurs productifs nourrissent ainsi non seulement leurs voisins, mais aussi le reste du monde.

Fait tout aussi important, le commerce des produits agricoles commence à tenir une place de plus en plus cruciale dans le revenu des exploitants et des éleveurs. L'accroissement de la productivité, souvent conjuguée à la stagnation de la demande intérieure, accentue l'importance des marchés internationaux fiables. Il ne faut pas croire que les marchés étrangers servent simplement de dépotoir aux produits excédentaires ; les consommateurs étrangers prisent le choix et la qualité, en particulier lorsque les producteurs de leur pays ne peuvent pas satisfaire leurs besoins, ou alors à des prix excessifs. Par voie de conséquence, les marchés étrangers représentent la plus grande source de débouchés pour la plupart des marchandises et des produits agricoles à valeur ajoutée, ce qui entraîne la hausse des prix à la production et soutient l'ensemble des industries liées à l'agriculture.

De même, la réalité politique veut que l'on se concentre sur les marchés internationaux : les politiques fondées sur l'existence de prix garantis élevés sont politiquement insoutenables à long terme parce qu'elles sont extrêmement coûteuses, indifférentes aux besoins des consommateurs et des producteurs, insensibles aux réalités écologiques et agronomiques, sans compter qu'elles gaspillent les avoirs économiques. Nos producteurs sont en quête non pas de programmes agricoles publics, mais de clients dans le monde entier.

Bien que le commerce des produits agricoles comporte des avantages et pour les consommateurs et pour les producteurs, c'est un domaine qui suscite l'hostilité des intérêts nationaux dès qu'il est question de réforme progressive. Gâtés par des prix garantis élevés et des droits de douane ayant un effet protecteur, les producteurs de certains pays sont braqués contre toute tentative visant à accroître l'orientation des politiques sur le marché. En fait, certains pays ont accru leur intervention dans le secteur agricole – que l'Organisation de coopération et de développement économiques calcule en additionnant toutes les mesures globales du soutien, notamment sous la forme du soutien des prix et des paiements directs, et en les exprimant en tant que pourcentage de la production agricole totale – par rapport au niveau qui existait au

début du cycle d'Uruguay.

Lors de la dernière série de négociations commerciales multilatérales, les pays ont commencé à démanteler les mesures de protection et à « découpler » le soutien à l'agriculture des décisions relatives à la production. Aux Etats-Unis, par exemple, nous avons modifié la plupart de nos programmes agricoles de façon que les prix à la production soient déterminés par le libre jeu des forces du marché ; pour aider nos producteurs à s'adapter progressivement à ce nouveau système, nous leur versons des paiements directs qui ne sont aucunement fonction du volume ou du type de leur production de manière à ne pas provoquer de distorsion au niveau des mesures d'incitation. En outre, nous veillons à renforcer le filet de sécurité pour nos producteurs agricoles par le biais de la gestion des risques, de l'octroi de secours en cas de catastrophe naturelle et de l'application d'une politique de développement rural qui sert de complément aux mécanismes du marché au lieu de les entraver.

L'OCCASION OFFERTE PAR L'OMC

Lors des négociations sur l'agriculture qui vont s'ouvrir cet automne, l'objectif des Etats-Unis consistera à accélérer le processus de réforme mis en route pendant le cycle d'Uruguay. Il s'ensuit que nous préconiserons des négociations supplémentaires substantielles sur les droits de douane, les subventions et les autres mesures ayant un effet de distorsion sur les échanges pour veiller à ce que le niveau et la direction du commerce soient déterminés par le libre jeu des forces du marché, et non par l'intervention de l'Etat. Quatre domaines principaux sont récapitulés ci-après.

La concurrence à l'exportation. Les subventions à l'exportation constituent l'instrument qui a le plus d'effets de distorsion sur le commerce, parce que le volume et la direction des échanges sont directement déterminés par les subventions de l'Etat. A l'heure actuelle, les pays de l'Union européenne sont les seuls à subventionner fortement les exportations. Lors de la dernière série de négociations, presque tous les autres pays ont accepté de ne plus accorder de subventions à l'exportation, ou alors de le faire de façon très limitée. Réagissant aux prix intérieurs qui sont fréquemment le double des cours mondiaux, les agriculteurs de l'Union européenne produisent plus que ce que les consommateurs européens ne peuvent acheter, mais à des prix si élevés qu'ils ne peuvent vendre leurs marchandises à l'étranger qu'avec de généreuses subventions. Celles-ci ont pour effet d'exclure

du marché les fournisseurs concurrentiels (ce qui est à la fois coûteux et déloyal) et de décourager la production dans les pays qui détiennent un avantage comparatif en matière de production agricole (ce qui est une source de gaspillage et qui nuit aussi bien à l'environnement qu'à l'avenir de la production agricole).

Pendant les négociations du cycle d'Uruguay, les pays ont reconnu la nature corrosive des subventions à l'exportation et ils ont accepté de les plafonner et de les réduire. Les prochaines négociations devraient aboutir à leur suppression et porter sur l'étude attentive des règles qui les définissent pour garantir que les pays n'aient pas recours à d'autres instruments qui permettent à l'Etat de déterminer les gagnants sur le marché à coups de dépenses budgétaires bien ciblées. En particulier, les membres de l'OMC devraient s'employer avec le plus grand soin à freiner les monopoles publics chargés de l'exportation des produits agricoles parce qu'ils peuvent verser des subventions sous forme déguisée et exercer un effet de distorsion sur le marché, ainsi qu'à examiner les autres mesures qui sont appliquées pour écarter les excédents au mépris des lois du marché.

L'accès aux marchés. Les mesures à la frontière destinées à bloquer les échanges constituent à l'heure actuelle le principal obstacle à l'accroissement du degré de liberté et d'ouverture du commerce des produits agricoles. Elles empêchent en effet les producteurs efficaces de tenter leur chance sur d'autres marchés et elles limitent la variété et la qualité des produits offerts aux consommateurs. L'ouverture des marchés et la maximisation des débouchés sont deux principes fondamentaux de l'OMC, mais nous avons encore une longue route à parcourir avant d'ouvrir pleinement les marchés des produits agricoles à la concurrence.

L'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay a accru la prévisibilité du commerce des produits agricoles en exigeant la conversion de toutes les mesures non tarifaires, par exemple les contingents ou l'interdiction des importations, en droits de douane simples. C'était effectivement la première chose à faire lorsqu'on vise la suppression des obstacles au commerce, mais force est de reconnaître que beaucoup de droits de douane demeurent prohibitifs. Ainsi, alors que les Etats-Unis assujettissent les produits agricoles à des droits de douane inférieurs à 5% en moyenne (la moyenne est proche de zéro dans le cas des produits industriels), l'ensemble des pays membres de l'OMC perçoivent des droits de 40% en moyenne sur les produits agricoles. Qui plus est, dans certains cas, la

présence de contingents tarifaires limite l'accès au marché puisque seule une quantité déterminée de marchandises importées est assujettie à des droits de douane relativement faibles. En outre, beaucoup d'autres produits sont encore soumis à des droits élevés.

Au XXI^e siècle, il ne faudra pas que des droits de douane élevés empêchent l'importation de produits agricoles. Si les équivalents tarifaires doivent être maintenus à titre provisoire en attendant un plus grand degré d'ouverture des échanges, nous demandons la mise en place de disciplines plus rigoureuses quant à leur administration. De même, nous devons étudier sérieusement le cas des organismes publics qui ont le monopole de l'importation des produits agricoles; leur existence pouvait à la rigueur se justifier lorsque le commerce de ces denrées était soumis à davantage de restrictions qu'aujourd'hui, mais en présence d'un régime de droits de douane et de rien d'autre on a du mal à comprendre que les pouvoirs publics aient besoin de s'immiscer entre un exportateur et un utilisateur final.

Les subventions internes. Les programmes de subventions internes sont souvent la cause fondamentale des mesures qui ont un effet de distorsion sur les échanges. En effet, la seule façon de maintenir les mesures qui portent les prix intérieurs au-dessus des cours mondiaux consiste à restreindre les importations concurrentielles. Si la limitation des programmes de subventions internes se justifie en soi dans la perspective de la rationalisation de la production agricole, ce sont toutefois les éléments ayant un effet de distorsion sur les échanges qui retiendront toute l'attention de l'OMC.

Pendant les négociations du cycle d'Uruguay, les pays ont accepté d'établir une distinction entre les subventions ayant un effet de distorsion (généralement celles qui sont liées à la production d'un produit agricole déterminé ou en rapport avec le soutien des prix) et celles qui n'en ont pas (par exemple en matière de recherche et développement, de formation et de protection de l'environnement). Les premières ont été plafonnées, et on a commencé à réduire le niveau des subventions autorisées. Il s'agit là d'une distinction louable: il convient effectivement de se débarrasser des subventions néfastes qui perturbent les marchés et oppressent les producteurs, mais de ne pas toucher à celles qui accroissent la capacité d'un pays de produire des denrées agricoles au siècle prochain sans entraîner de distorsion au niveau des incitations à la production.

Les normes techniques. Plus les membres de l'OMC s'avancent dans la voie de l'abaissement des droits de douane et de la réduction des subventions, plus ils peuvent être tentés de déguiser les obstacles au commerce sous la forme de mesures sanitaires ou d'autres « normes techniques » prétendument inoffensives. En outre, lorsque des règlements censés être conçus en vue de la protection de la santé se révèlent en fait des instruments de protectionnisme, c'est la crédibilité du dispositif tout entier qui se trouve remise en question. Lorsque les considérations politiques l'emportent sur les principes scientifiques avérés, la base même de la politique sanitaire est sapée. Par conséquent, en insistant sur le fondement scientifique des normes sanitaires, on oblige les pouvoirs publics à mieux assumer leurs responsabilités, ce qui devrait les dissuader de déguiser les obstacles au commerce d'une part, et renforcer la politique sanitaire d'autre part.

Pendant le cycle d'Uruguay, les pays se sont mis d'accord sur un ensemble de principes judicieux : chaque membre a le droit de maintenir des mesures sanitaires à condition que celles-ci reposent sur de solides principes scientifiques, étayés de preuves scientifiques et d'une évaluation des risques, et qu'elles ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire jugé utile. Dans la pratique, ces principes se sont révélés payants : les mesures dépourvues de fondement scientifique ont été contestées à l'OMC et rejetées par elle sans nuire en rien aux considérations sanitaires. Pour satisfaire les besoins qui se feront jour au XXI^e siècle, il faut impérativement créer un environnement favorable à la propagation des produits biotechniques qui améliorent les rendements.

LA PLACE À PART DE L'AGRICULTURE

L'agriculture occupe une place à part dans l'économie de la plupart des pays du monde. C'est aux agriculteurs qu'incombe la tâche de nourrir et de vêtir les populations. On ressent nettement l'emprise culturelle de l'agriculture sur les pays qui préconisent la préservation du mode de vie et des valeurs propres au milieu rural. La production est sujette aux phénomènes atmosphériques ainsi qu'à la baisse implacable des prix et à l'augmentation constante des coûts. Voilà quelques-uns des arguments qu'on avance parfois pour justifier l'application d'un traitement différencié à l'agriculture dans l'économie internationale, y compris l'adoption de politiques agricoles ayant un effet de distorsion sur les échanges. C'est là raisonner de travers : les pays peuvent soutenir les agriculteurs et

préserver les collectivités rurales tout en agissant de manière à encourager les choix, à protéger les ressources naturelles et à élargir le commerce.

Au siècle prochain, on ne peut pas permettre que la production agricole soit prisonnière d'un système statique dans lequel les prix sont déterminés par l'Etat, le pouvoir de décision confié à des planificateurs à l'échelon central et les agriculteurs forcés de produire uniquement pour la consommation locale. Aucun pays qui est gros producteur agricole ne peut rester indéfiniment myope à ce point. En outre, avec ce type de système en place, on ne parviendra pas à répondre aux besoins du siècle prochain quand on devra faire face à la demande sans précédent des consommateurs et aux contraintes qui pèseront sur les ressources naturelles.

Bien au contraire, j'attends avec intérêt l'avènement d'un commerce mondial des produits agricoles qui sera empreint de dynamisme et dans lequel les producteurs, les exportateurs et les détaillants sauront user du génie de l'esprit de l'homme pour tirer le meilleur parti des richesses naturelles de notre planète. Dans ce « nouveau » monde, nous saurons produire des denrées alimentaires plus abondantes et plus variées que jamais, nourrir des milliards d'habitants, maintenir l'intégrité de l'environnement et dégager les ressources économiques de l'ornière d'un protectionnisme moribond. Ainsi réussissons-nous, à terme, à élever le niveau de vie de la population du monde entier. □

❑ L'OUVERTURE DES MARCHES AUX PRODUITS AGRICOLES

Peter Scher, ambassadeur extraordinaire, Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur

Pour que les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se dérouleront à Seattle, du 30 novembre au 3 décembre 1999, soient couronnées de succès, tous les pays participants devront reconnaître qu'on ne saurait tarder davantage à procéder à une nouvelle libéralisation du commerce des produits agricoles, estime M. Peter Scher, qui est le principal représentant des Etats-Unis pour les négociations bilatérales et multilatérales dans le domaine agricole.

« Nous envisageons, explique-t-il, un système alimentaire mondial dans lequel tous les producteurs seront libres de produire ce que veulent les consommateurs et non ce que les pouvoirs publics leur disent de produire ; un système dans lequel la demande croissante de produits agro-alimentaires pourra être satisfaite et la faim et la sous-alimentation disparaîtront parce que les agriculteurs auront accès aux derniers progrès de la technologie, y compris la biotechnologie, grâce auxquels ce sera la science et non pas la peur qui déterminera les décisions relatives à la sécurité alimentaire ; enfin, un système dans lequel le commerce contribuera à un développement durable de l'agriculture. »

La conception américaine du commerce des produits agricoles continue d'être que l'ouverture des marchés mondiaux est la meilleure façon de répondre à ce que tout le monde attend de l'agriculture. En tant que plus gros producteur agricole mondial, les Etats-Unis ont le devoir de rendre les énormes avantages que procure ce commerce compatibles avec leurs autres objectifs, à savoir que les consommateurs américains bénéficient d'un approvisionnement sûr en produits alimentaires à un coût raisonnable, sans qu'il soit porté atteinte à nos terres et à nos autres ressources agricoles, et qui assure à nos agriculteurs et à nos éleveurs des revenus raisonnables.

Bien que le cycle d'Uruguay ait constitué un bon départ et qu'il ait fait davantage pour libéraliser le commerce agricole et pour intégrer l'agriculture dans le système commercial mondial que les autres séries de négociations, il nous faut reconnaître que l'agriculture a encore beaucoup à faire pour mener à bien sa réforme et pour s'intégrer totalement au système commercial mondial.

Avant le cycle d'Uruguay, les règles du commerce agricole

ne cadraient pas avec celles des autres secteurs. L'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay a beaucoup fait pour rendre le commerce agricole conforme aux règles internationales régissant le commerce d'autres marchandises, mais les progrès réalisés ne sont pas suffisants. Les Etats-Unis sont l'un des nombreux pays qui vont poursuivre des objectifs ambitieux aux prochaines négociations de l'OMC sur le commerce agricole. Nous procédons à de vastes consultations avec les milieux agricoles pour établir les objectifs de ces négociations et prenons une part active aux travaux actuels des membres de l'OMC pour établir le programme, l'étendue, le contenu et le calendrier de la nouvelle série de négociations qui débutera fin novembre à Seattle.

Certes, le cycle d'Uruguay a exigé certaines atténuations des mesures qui ont un effet de distorsion sur le commerce, et la mise en œuvre de ces réformes s'est déroulée de façon très satisfaisante. Deux autres résultats du cycle d'Uruguay sont très importants pour les nouvelles négociations, à savoir l'obligation de poursuivre le processus entamé et la mise en place d'une structure assurant la libéralisation du commerce. Le programme « intégré » de l'OMC englobe l'agriculture. On a reconnu dès le début que la première phase des réformes dont la mise en œuvre se poursuit encore ne représentait qu'un début.

En plus de l'engagement de poursuivre les négociations, l'Accord sur l'agriculture, qui met l'accent sur les subventions à l'exportation, l'accès aux marchés et le soutien interne, nous a donné une structure sur laquelle nous pouvons bâtir. C'est l'établissement de cette structure à trois piliers qui a pris le plus de temps dans les négociations. Heureusement, nous n'avons pas besoin de réinventer la roue. La structure de la réglementation fournit une approche logique pour les négociations, une structure qui, de l'avis général, nous devrions conserver et sur laquelle nous devrions fonder nos travaux.

LES EXPORTATIONS ET LA CONCURRENCE

Les subventions à l'exportation sont un instrument politique illégitime et un symptôme de déséquilibre systémique dans la politique agricole d'un pays, dont le

coût est supporté par d'autres. Le coût des choix politiques d'un pays devrait être pris en charge par le pays qui fait ces choix et non pas imposé à ses partenaires commerciaux par le biais de subventions à l'exportation. Le cycle d'Uruguay a fait un premier pas en direction de la suppression des subventions à l'exportation des produits agricoles en les réduisant de 36 % en dépenses budgétaires et de 21 % en volume, sur une période de six ans. L'expérience nous ayant montré que les marchés s'adaptent, nous devrions maintenant pouvoir accélérer la réduction de ces subventions et faire disparaître ce fléau du commerce agricole. Les règles de l'OMC n'autorisent les subventions à l'exportation pour aucune autre branche d'activité. Ces subventions sont une source de distorsion du commerce et de dégradation de l'environnement, et il n'existe aucune raison valable de les maintenir. L'accès aux marchés

Les progrès réalisés lors du cycle d'Uruguay sur l'accès aux marchés laissent beaucoup à désirer. Les droits de douane ont été maintenus à un taux trop élevé, et l'accès aux marchés n'a guère été amélioré. En dehors de l'agriculture, le droit de douane moyen est maintenant de 4 %, alors que, pour les produits agricoles, il est supérieur à 40 % et dépasse même 300 % pour certaines denrées. A quelques exceptions près, les obstacles non tarifaires ont été convertis en droits de douane, et les membres de l'OMC ont été tenus d'accorder au moins un accès minimum – 3 % de leur consommation intérieure à l'origine pour passer à 5 % d'ici la fin de la période d'ajustement – sous forme de contingents tarifaires.

Les conditions sont maintenant réunies pour qu'on puisse procéder à des réformes réelles. Augmentons l'accès aux marchés et abaissons tous les droits pour les porter, d'ici la fin de la période de transition, à un plafond négocié. En outre, un examen de la façon dont sont administrés les contingents tarifaires devrait mener à la transparence et à l'ouverture des systèmes d'administration.

De nombreux membres de l'OMC constatent que les importateurs sont tenus de convertir les obstacles non tarifaires en droits de douane et d'accorder aux exportateurs l'accès à leur marché, alors qu'aucune règle réciproque n'est imposée aux pays exportateurs qui recourent à des mesures restrictives. Les pays importateurs nets de produits alimentaires qui ouvrent leur frontière à d'autres pays devraient pouvoir s'attendre à ce que ces derniers leur assurent des approvisionnements aussi fiables qu'à leur propre marché intérieur. En se montrant disposés à limiter leurs contrôles à l'exportation, les

principaux membres exportateurs montreront aux pays soucieux de leur sécurité alimentaire que l'élargissement de l'accès à leur marché ne comporte pas de risques.

LE SOUTIEN INTERNE

La mesure globale du soutien, qui est un élément de l'Accord sur l'agriculture, constitue une réussite, de même que l'insistance sur la réduction des mesures qui ont un effet de distorsion sur le commerce. La campagne en faveur d'un soutien «découplé» (catégorie verte) est la solution. A la fin de 1996, les Etats-Unis avaient largement «découplé» leurs programmes agricoles de la production si bien que les paiements aux agriculteurs n'étaient plus liés à l'obligation de produire. D'autres membres de l'OMC réussirent également à orienter leur politique vers les signaux donnés par le marché. Dans la prochaine série de négociations, une nouvelle étude et de nouvelles réductions de la mesure globale du soutien mèneront nettement à un commerce agricole axé sur le marché.

Le nouveau mot à la mode qu'utilisent certains pays pour justifier leur soutien interne est la «multifonctionnalité». Ce terme décrit ce que tout le monde agricole sait depuis des milliers d'années, à savoir que l'agriculture a d'autres fonctions que la production de vivres et de fibres. Mais le vrai problème, en ce qui concerne la multifonctionnalité, n'est pas d'ordre sémantique. C'est la confusion entre les objectifs et les instruments politiques. Si les Etats-Unis semblent sceptiques quant aux conséquences de la multifonctionnalité sur les règles de l'OMC, leur objection ne porte pas sur le caractère multifonctionnel de l'agriculture en tant que tel. Chaque pays choisit ses objectifs sociaux, mais il n'existe aucun lien inévitable entre ces objectifs et les mesures qui ont un effet de distorsion sur le commerce agricole.

LES NOUVELLES QUESTIONS

Le cycle d'Uruguay a établi certaines règles dans les domaines qui posent habituellement problème, mais aucune dans certains domaines nouveaux.

En tant que monopoles, les entreprises commerciales d'Etat peuvent avoir un effet de distorsion sur le commerce, et leurs activités sont souvent entourées de secret. Le système commercial agricole a beaucoup à gagner des règles de l'OMC relatives à ces entreprises, parce que celles-ci permettent à certains pays de décourager les exportations provenant de transactions

effectuées sur le marché libre et qu'elles limitent les importations.

La biotechnologie promet d'apporter des avantages extraordinaires aux consommateurs, aux producteurs et à l'environnement. Etant donné que la population mondiale augmente de près de 2 % par an, on compte chaque année plus de 80 millions de nouvelles bouches à nourrir. Certains pays menacent d'adopter, à l'égard de l'importation et de la culture de plantes transgéniques et de l'étiquetage des produits contenant des organismes génétiquement modifiés, une politique qui ne repose pas sur des principes scientifiques valables. Pour pouvoir relever le défi qui consiste à nourrir une population croissante avec un système agricole soutenable, nos agriculteurs doivent avoir accès aux nouvelles variétés de plantes transgéniques. Nous devons réfléchir aux façons dont l'OMC peut faciliter l'application de cette nouvelle technologie.

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'un des éléments clés du succès de la nouvelle série de négociations sera la participation d'un nombre nettement plus grand de pays en développement. La libéralisation du commerce agricole décharge les agriculteurs des pays en développement du fardeau imposé par le protectionnisme et par les subventions à l'exportation, tout en réduisant les disettes et en permettant un approvisionnement stable en produits alimentaires à des prix raisonnables.

CONCLUSION

A l'aube du XXI^e siècle, les possibilités d'améliorer les exportations de produits alimentaires et agricoles sont illimitées. Etant donné que 96 % de nos clients vivent en dehors des Etats-Unis, la libéralisation du système commercial agricole est indispensable aux agriculteurs et aux éleveurs américains. Le commerce agricole est également indispensable à la survie des producteurs du monde entier. Le cycle d'Uruguay a préparé le terrain et mis en place les équipes qui intégreront le commerce agricole dans un système axé sur le marché. La nouvelle série de négociations donne aux joueurs du monde entier la possibilité de gagner la partie. □

❑ LES SUBVENTIONS A L'EXPORTATION ENTRAVENT LE LIBRE-ECHANGE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Timothy Galvin, administrateur du service extérieur du département américain de l'Agriculture

Aucune considération économique rationnelle ne justifie le maintien des subventions à l'exportation, affirme M. Timothy Galvin, qui administre les programmes de promotion des exportations américaines de produits agricoles, de poissons et de produits forestiers. «La suppression des subventions à l'exportation, indique-t-il, devrait permettre aux cours mondiaux des produits agricoles d'augmenter et n'encouragerait plus les agriculteurs, en particulier ceux de l'Union européenne, à produire des excédents non concurrentiels.»

M. Galvin préconise également une plus grande discipline dans le recours aux taxes à l'exportation de façon que leur utilisation éventuelle réponde à des objectifs financiers légitimes au lieu de servir à supprimer la concurrence à l'exportation.

Les subventions à l'exportation sont généralement considérées comme l'une des mesures qui entravent le plus le libre jeu des forces du marché dans le domaine commercial. Elles permettent à un Etat de déterminer le niveau et l'orientation du commerce uniquement sur la base d'aides qui entraînent la baisse des cours mondiaux et qui éliminent les exportateurs dont les prix sont plus concurrentiels. Non seulement les subventions à l'exportation sont des outils déloyaux, mais, en stimulant la production d'excédents, elles encouragent des pratiques nuisibles à l'environnement, grèvent les budgets publics et risquent de retarder la restructuration et la réforme des entreprises locales. La réalisation de progrès importants quant à la suppression des subventions à l'exportation sera l'un des éléments clés des négociations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) qui doivent commencer à la fin de cette année.

LA SITUATION ACTUELLE

Dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay, les pays signataires ont accepté de limiter strictement l'utilisation de subventions à l'exportation. Premièrement, les produits qui ne bénéficiaient pas auparavant de telles subventions ne peuvent pas en faire l'objet à l'avenir. Deuxièmement, si un pays accordait antérieurement des subventions à l'exportation, leur

utilisation future est désormais assujettie à un plafond, et elles doivent être progressivement réduites sur une période de six à dix ans. (Les pays développés sont tenus de réduire leurs subventions à l'exportation de 36 % en dépenses budgétaires et d'au moins 21 % en volume, selon les produits, sur une période de six ans. Les pays en voie de développement ont jusqu'à 2005 pour réduire leurs subventions de 24 % en dépenses budgétaires et de 14 % en volume de produits subventionnés.)

Troisièmement, les pays signataires ont accepté de ne pas mettre en place de nouveaux mécanismes qui serviraient de subventions déguisées leur permettant de se soustraire aux limites fixées pour des produits particuliers. Enfin, les pays ont reconnu que les crédits à l'exportation et les programmes d'aide alimentaire devaient être traités différemment et ils les ont exemptés des nouvelles limites budgétaires et quantitatives, tout en acceptant de négocier une limitation des programmes de crédit à l'exportation afin qu'ils n'affaiblissent pas les engagements pris dans le cadre de l'OMC.

Actuellement, l'Union européenne est le principal utilisateur des subventions (85 % des subventions accordées dans le monde). La plupart des autres pays ont accepté, dans le cadre de la dernière série de négociations, de ne pas utiliser les subventions à l'exportation, ou du moins de n'y avoir qu'un recours limité. Les agriculteurs de l'Union européenne, en réaction à des prix intérieurs qui atteignent souvent le double du cours mondial, produisent plus que l'Europe ne peut consommer, mais à des prix si élevés que leurs produits ne peuvent être exportés que s'ils bénéficient de subventions généreuses. Ces subventions éliminent la concurrence extérieure et découragent la production dans des pays qui jouissent d'un avantage comparatif.

Si les aides internes déraisonnables accordées par l'Union européenne aux producteurs sont la cause des subventions à l'exportation, elles exercent en outre des pressions importantes sur l'ensemble du système européen. La nécessité d'imposer une discipline budgétaire aux programmes agricoles de l'Union européenne (d'un coût annuel de 46 milliards de dollars) devient de plus en plus

évidente, même en Europe, et l'intention de l'Union européenne d'admettre de nouveaux membres exerce des pressions sur elle pour qu'elle aligne ses programmes agricoles sur ceux des autres pays, ce qui aidera, à l'avenir, à limiter la nécessité d'un recours aux subventions à l'exportation.

LES QUESTIONS À RÉGLER

Les prochaines négociations devraient permettre de poursuivre le travail effectué dans le cadre des négociations d'Uruguay et de supprimer les subventions à l'exportation existantes. Aucune considération économique rationnelle ne justifie leur maintien. Leur suppression devrait entraîner la hausse des cours mondiaux et ne plus encourager les agriculteurs, en particulier ceux de l'Union européenne, à produire des excédents non concurrentiels.

En plus de la suppression des subventions à l'exportation, les pays devraient étudier les règles relatives à la définition des subventions à l'exportation pour empêcher un recours à d'autres instruments qui permettent aux pouvoirs publics d'entraver le libre jeu des forces du marché. En particulier, l'OMC devrait veiller étroitement à limiter les entreprises commerciales d'Etat qui peuvent acquérir une puissance indue sur le marché ou écouler des excédents agricoles sans se soucier du marché. La récente victoire remportée à l'OMC par les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande sur le système canadien applicable aux exportations de produits laitiers prouve l'efficacité des règles actuelles contre le contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation, à condition qu'on veille à assurer leur application.

Les programmes de crédit à l'exportation et d'aide alimentaire font l'objet de dispositions de l'Accord sur l'agriculture du fait qu'ils sont susceptibles d'être utilisés pour masquer des subventions à l'exportation. Ils figureront peut-être encore au programme des prochaines négociations de l'OMC. Il importera de veiller à ce que les pays en développement aient accès à des produits importés même en cas de grave perturbation des marchés financiers qui limiterait leur possibilité de satisfaire leurs besoins en ce qui concerne les produits alimentaires et les textiles.

Certains gros exportateurs, notamment au sein de l'Union européenne, utilisent les taxes à l'exportation comme outil de gestion de l'offre pour intervenir sur le marché et pour limiter leurs exportations quand les stocks nationaux sont bas. Ces pratiques risquent de désorganiser les marchés internationaux, d'accentuer les fluctuations des prix et de réduire la confiance que placent les pays importateurs nets de produits alimentaires dans le renoncement aux obstacles au commerce et le recours au marché mondial pour assurer leur sécurité alimentaire. De même, certains pays exportateurs utilisent des taxes différentielles à l'exportation en vue de décourager l'exportation de produits de base (comme les céréales ou les graines oléagineuses) et de contraindre leurs producteurs à transformer le produit de base localement (pour la fabrication de farine ou d'huile, par exemple) et à exporter un produit à la valeur ajoutée. □

❑ L'AVENIR PROMETTEUR DE LA BIOTECHNOLOGIE

James Murphy, représentant adjoint des Etats-Unis pour le commerce extérieur

La biotechnologie recèle un potentiel considérable pour les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires, aux Etats-Unis comme dans le reste du monde, déclare M. James Murphy, le représentant adjoint des Etats-Unis pour le commerce extérieur qui est chargé de l'agriculture. Elle pourra favoriser la sécurité alimentaire mondiale et contribuer au développement durable du secteur agricole dans les pays en développement. Toutefois, loin d'être motivée par la peur et le protectionnisme, la décision d'appliquer la biotechnologie à l'agriculture doit reposer sur des principes scientifiques.

La biotechnologie promet d'avoir un effet spectaculaire sur le commerce mondial des produits agricoles, comparable seulement à celui de la « révolution verte » des années soixante. Cette révolution s'est caractérisée par la mise au point de variétés améliorées de blé et de riz qui ont permis de doubler les rendements, voire de les quintupler et même de les décupler. Les produits agricoles qui sont le fruit de la biotechnologie se révèlent extraordinairement prometteurs tant pour les producteurs que pour les consommateurs de denrées alimentaires des Etats-Unis et du reste du monde. La biotechnologie tient la clé de la sécurité alimentaire mondiale, du développement durable du secteur agricole dans les pays en développement et des efforts qui sont déployés en vue aussi bien de répondre aux préoccupations d'ordre écologique que d'aider les agriculteurs et les éleveurs des Etats-Unis à accroître au maximum leurs rendements.

Mais toute promiseuse qu'elle soit, la biotechnologie est aussi une affaire hérissée de difficultés. Bien acceptée par les consommateurs et par les pouvoirs publics de nombreux pays, elle fait malheureusement l'objet d'une vive résistance de la part de certains consommateurs, particulièrement en Europe, qui craignent pour l'innocuité de leurs aliments et de pouvoirs publics qui n'ont que faire des principes scientifiques lorsqu'ils évaluent les aliments produits à l'aide de ces techniques.

Il va de soi que les Etats-Unis respectent le droit qu'a tout pays de maintenir des normes sanitaires rigoureuses en matière d'alimentation; nous nous réservons de même le droit de maintenir de telles normes pour les produits alimentaires qui sont fabriqués chez nous. Nous

reconnaissons aux pays le droit de maintenir une structure réglementaire nationale qui soit crédible, qui contienne des normes sanitaires transparentes et fondées sur des principes scientifiques et qui prévoit une procédure d'homologation limpide et sans délais inutiles en ce qui concerne les produits issus de la biotechnologie. Une telle structure constitue en effet une composante essentielle à l'acceptation de ces produits sur le marché mondial. Cependant, nous devons indubitablement veiller à ce que le débat sur l'innocuité et les avantages de la biotechnologie repose sur des principes scientifiques, et non sur la peur et sur le protectionnisme.

OUVRIR DE NOUVELLES PORTES

La biotechnologie dépasse le cadre des simples modalités réglementaires – elle va droit au cœur du défi fondamental que doit relever l'agriculture des Etats-Unis. A l'aube du XXI^e siècle, l'agriculture n'a jamais ressenti aussi vivement les pressions qui s'exercent au nom de la satisfaction des besoins alimentaires de la planète. Avec un taux de croissance démographique de l'ordre de 2% par an environ, on compte chaque année 90 millions de bouches de plus à nourrir. Selon certaines estimations, la demande mondiale de produits alimentaires triplerait dans les cinquante années à venir. D'ici à 2030, l'Asie pourrait compter 4,5 milliards d'habitants, et la consommation journalière moyenne de protéines d'origine animale pourrait presque quadrupler. En Amérique latine comme en Asie, la classe moyenne, qui se développe, exige une alimentation de meilleure qualité.

La biotechnologie fait naître l'espoir d'une nouvelle révolution verte, et l'agriculture des Etats-Unis est bien placée pour jouer un rôle de chef de file sur ce terrain. Mais notre capacité de commercialiser des produits élaborés à l'aide des biotechniques sort du cadre des dossiers purement économiques. C'est une question humanitaire, c'est une question écologique et c'est une question de sécurité alimentaire mondiale. C'est l'une de nos meilleures défenses contre le déboisement, l'érosion des sols et la déplétion des ressources en eau qui risque de déstabiliser des populations tout entières.

La biotechnologie est également essentielle au gagne-pain des producteurs américains. Les agriculteurs et les éleveurs des Etats-Unis constatent maintenant que leur revenu est lié plus directement au marché que de mémoire récente. La biotechnologie peut être l'un des outils les plus importants qui leur permettront de maximiser leur rentabilité. Ainsi une société qui a mis au point du maïs transgénique fait-elle état d'un accroissement moyen du rendement de 11 % sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis, et même de 25 % dans les régions fortement infestées par le charançon européen du maïs. Le soja « Roundup Ready » donnerait un meilleur rendement et réduirait dans bien des cas le recours aux herbicides, qui sont plus toxiques et qui ne se décomposent pas aussi rapidement que « Roundup » dans le sol. Parfois, ceux-ci deviendraient même inutiles. Ces percées ont donc un effet direct sur le chiffre d'affaires des producteurs.

Les cultivateurs entrevoient déjà les avantages qui découlent de cette première génération de produits biotechniques. Dès lors, on ne s'étonnera pas que la superficie consacrée aux plantes génétiquement modifiées ait progressé. L'année dernière, selon les estimations de cette branche d'activité, environ le quart du maïs cultivé aux Etats-Unis et près du tiers du soja étaient des variétés génétiquement modifiées. L'année dernière aussi, une part substantielle de la surface cotonnière a été réservée à des variétés génétiquement modifiées. En toute probabilité, la culture de variétés transgéniques gagnera encore du terrain cette année.

La politique commerciale et la biotechnologie
De nombreux partenaires commerciaux des Etats-Unis reconnaissent les avantages de la biotechnologie, et nous resserrons de plus en plus les liens qui nous unissent à eux sur le plan technique. Par exemple, les responsables de la réglementation du service d'inspection sanitaire des animaux et des végétaux au ministère américain de l'agriculture, et leurs homologues du service canadien d'inspection alimentaire se sont réunis l'année dernière pour comparer, et harmoniser dans la mesure du possible, leurs dispositions relatives au relevé des données et au choix des analyses visant à déterminer, aux fins d'homologation, l'incidence sur l'environnement de nouvelles variétés de plantes génétiquement modifiées. Des scientifiques des Etats-Unis et du Canada procèdent régulièrement à un échange d'informations sur ce sujet.

De même, nous entretenons d'excellentes relations de travail avec le Japon en ce qui concerne l'homologation des organismes génétiquement modifiés (OGM). Si les lignes directrices concernant l'étiquetage des produits alimentaires OGM qui ont été publiées l'année dernière par le ministère japonais de l'agriculture nous ont suscité quelques inquiétudes, le Japon s'appuie dans l'ensemble sur la science lorsqu'il évalue les effets éventuels de ces produits sur la santé de l'être humain et sur l'environnement. Pour notre part, nous suivons avec la plus grande vigilance tout ce qui touche à la formulation des lignes directrices relatives à l'étiquetage pour éviter qu'on en arrive à la ségrégation de facto entre les produits qui contiennent des OGM et ceux qui n'en contiennent pas.

En dépit de cette évolution positive de la biotechnologie, nous nous heurtons à une vive opposition en Europe. L'Union européenne continue de débattre la question du régime réglementaire qu'elle doit mettre en place. Malheureusement, elle a dû faire face à des facteurs qui ont compliqué à un degré inhabituel toute la procédure de réglementation et d'homologation. Le manque de confiance du public dans les jugements scientifiques remonte à l'apparition de cas d'encéphalopathie spongiforme bovine, communément surnommée « maladie de la vache folle », lesquels ont sapé la confiance des consommateurs dans l'innocuité des produits alimentaires. Leur méfiance s'est accentuée à mesure que les groupes opposés aux produits biotechniques ont réussi à exploiter les craintes des consommateurs, lesquels ont ensuite fait pression sur les hommes politiques européens. Ce qui complique les choses, c'est qu'il manque à l'Union européenne une procédure institutionnelle d'examen d'ensemble qui pourrait rassurer le public de manière rationnelle et accroître sa confiance dans l'innocuité des aliments.

Les difficultés sur lesquelles nous butons en Europe sont d'autant plus contrariantes que les preuves scientifiques à l'appui de la biotechnologie font foison. Nous avons dit à maintes reprises aux responsables européens aux plus hauts échelons qu'il nous faut mettre en place – sans atermoiements – un système viable relatif aux produits de la biotechnologie.

ALLER DE L'AVANT

A l'occasion de la prochaine série de négociations qui se dérouleront sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, il faudra examiner la question de plus en plus

importante du commerce des produits élaborés à l'aide des techniques nouvelles, dont la biotechnologie n'est qu'un exemple. Ces nouvelles questions d'accès aux marchés, qui affectent le commerce des produits agricoles, ont vu le jour après la conclusion du cycle d'Uruguay. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée d'ouvrir avec nos partenaires commerciaux un dialogue portant sur la recherche du mécanisme le plus susceptible de faire avancer les travaux.

Bref, notre message à l'Union européenne et à nos autres partenaires commerciaux demeure inchangé: nous devons concentrer notre attention sur la science, seule capable de garantir l'innocuité de nos produits alimentaires. L'Etat et l'industrie doivent redoubler d'efforts pour faire passer ce message. Nous devons constamment informer la population des Etats-Unis et celle des autres pays des avantages du recours à la biotechnologie et de la façon dont les nouvelles techniques peuvent profiter à tous les citoyens et tous les pays du monde. □

❑ L'ACCES AUX MARCHES: LA SUPPRESSION DES OBSTACLES AU COMMERCE

Jason Hafemeister, conseiller principal pour les négociations commerciales multilatérales, service extérieur du département américain de l'Agriculture

L'accès de produits particuliers aux marchés continue à être limité par des droits de douane élevés et par les contingents tarifaires, déclare M. Jason Hafemeister. La façon dont les contingents tarifaires sont administrés dans différents pays peut entraver la prise de décisions dans le domaine commercial.

L'une des réalisations les plus importantes du cycle d'Uruguay a été d'appliquer davantage à l'agriculture les règles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Il en résulte que le commerce des produits agricoles ne peut désormais être limité que par les tarifs douaniers, car les contingents, l'octroi discriminatoire de licences et autres mesures non tarifaires sont désormais interdits. De même, tous les droits de douane sur les produits agricoles sont du ressort de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les droits supérieurs aux limites fixées par l'OMC sont contraires aux règles de cette organisation.

Bien que la création d'un système ne comportant que des droits de douane représente un important progrès, un trop grand nombre d'obstacles à l'accès aux marchés continuent à entraver le commerce international des produits alimentaires et des fibres. Ces obstacles privent les producteurs efficaces de la possibilité de rivaliser avec leurs concurrents sur d'autres marchés et limitent le choix et la qualité des produits offerts au consommateur. La réduction et la suppression de ces obstacles seront un objectif important des prochaines négociations de l'OMC, qui doivent débiter cet automne à Seattle (Etats-Unis), dans le cadre de la troisième conférence ministérielle de l'OMC.

QUELS SONT LES PROBLÈMES ?

La suppression des mesures non tarifaires a été un premier pas nécessaire pour lever les obstacles au commerce, mais une grande partie des droits appliqués restent beaucoup trop élevés. Ainsi, alors que le droit de douane moyen établi par les Etats-Unis pour les produits agricoles est inférieur à 5 % (et pratiquement nul pour les produits industriels), le droit moyen prélevé par les membres de

l'OMC est supérieur à 50 %. De plus, dans certains cas, l'accès d'un produit donné aux marchés est limité par un contingent tarifaire. Un tel système prévoit l'application d'un droit faible aux importations d'un produit en deçà d'un volume donné et l'application d'un droit plus élevé aux importations qui dépassent ce volume. Aucun droit, y compris ceux des contingents tarifaires, ne peut désormais faire l'objet d'une augmentation, et on envisage de nouvelles réductions, qui recevront une attention prioritaire lors de la prochaine série de négociations.

Les contingents tarifaires représentent une étape transitoire vers une plus grande libéralisation des échanges, mais de nouvelles réformes doivent être adoptées aux prochaines négociations. Lors des négociations d'Uruguay, les pays participants ont accepté, dans l'ensemble, de modifier leurs contingents tarifaires pour autoriser des importations correspondant aux niveaux courants du commerce ou, si le niveau des importations d'un produit donné était faible, de lui donner de nouvelles possibilités d'accès à leur marché. L'expérience récente montre que, dans certains pays, les contingents tarifaires peuvent entraver le commerce et fausser la prise de décisions dans ce domaine. On s'attend à ce que cette question fasse l'objet d'une nouvelle réglementation lors des prochaines négociations.

De même, nous devons étudier de près les règles applicables aux monopoles publics en matière d'importation de produits agricoles; le recours aux entreprises commerciales d'Etat pouvait se justifier quand de nombreuses restrictions étaient autorisées dans le commerce agricole, mais dans un régime exclusivement tarifaire, on a du mal à comprendre la nécessité, pour un Etat, de s'interposer entre un exportateur et l'utilisateur final d'un produit. Conformément à l'idée maîtresse des principes de l'OMC, les pays participants devraient mettre à profit les prochaines négociations pour accroître la concurrence ainsi que la transparence en cas de monopole d'achat ou d'autres restrictions au droit d'importer.

Bien que l'OMC ait fait passer l'agriculture sous un régime exclusivement tarifaire, les pays appliquent trop souvent différents barèmes qui aboutissent à un ensemble déroutant et imprévisible de droits. Des mesures telles que les prix de référence, les gammes de prix et l'application de divers droits au niveau supérieur fixé par l'OMC font qu'il est difficile aux entreprises de savoir quels droits elles auront à payer quand le produit importé arrivera en douane. L'incertitude et le manque de transparence découragent le commerce et exposent le système actuel à la fraude et aux abus. Dans certains cas, le système des prix de référence peut désavantager les fournisseurs de produits d'une certaine qualité. Il est probable que les pays étudieront l'application de tels systèmes tarifaires lors des prochaines négociations.

L'un des éléments de l'Accord sur l'agriculture a été l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde destiné à mettre les produits agricoles particulièrement vulnérables à l'abri d'un déluge d'importations ou à prévenir une chute soudaine du prix des produits importés. L'accord établit des critères précis pour le déclenchement du mécanisme de sauvegarde. On s'attend à ce que les pays participant aux prochaines négociations étudient le fonctionnement de ce mécanisme pour décider si on doit continuer à l'utiliser. □

❑ LES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT : LES MONOPOLES N'ONT PLUS DE RAISON D'ETRE

Hugh Maginnis, économiste spécialisé dans le commerce international, service extérieur du département américain de l'Agriculture

Les entreprises commerciales d'Etat utilisées par certains pays pour limiter les importations et pour encourager les exportations en fonction de considérations non commerciales ne se justifient plus dans l'agriculture mondiale, affirme M. Hugh Maginnis, qui contribue à l'élaboration de la position américaine dans les négociations agricoles pour le compte du ministère américain de l'agriculture. Non seulement ces entreprises réduisent les bénéfices que les autres exportateurs espèrent recevoir sur les marchés de pays tiers, dit-il, mais elles occasionnent des coûts supplémentaires aux producteurs, encouragent les prix de bradage qui éliminent les autres exportateurs de marchés particuliers et maintiennent plus de producteurs en activité et plus de terres en exploitation que ce ne serait le cas sans leur intervention.

Les nouvelles disciplines imposées à l'agriculture par les accords du cycle d'Uruguay et la mondialisation du commerce agricole soulèvent d'importantes questions sur le rôle des entreprises commerciales d'Etat. Les raisons traditionnelles de leur maintien ont trait à la volonté de limiter les importations, de favoriser les exportations pour des raisons non commerciales (comme l'obtention de devises ou l'écoulement d'excédents) ou de constituer des stocks alimentaires d'urgence.

Cependant, les règles interdisant le maintien d'obstacles non tarifaires par les entreprises commerciales d'Etat et les disciplines imposées en matière de subventions à l'exportation ont supprimé la plupart de leurs objectifs habituels. En conséquence, l'activité des entreprises commerciales d'Etat dans le secteur agricole inquiète un grand nombre de membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en raison des distorsions du commerce qu'elle est susceptible de causer. Cette inquiétude vient principalement de la grande puissance des monopoles publics d'importation et d'exportation, ou monopoles d'achat et de vente. Certaines des caractéristiques de ces monopoles sont décrites ci-dessous, ainsi que les distorsions des échanges résultant de leurs activités.

LES MONOPOLES DE VENTE

Les monopoles de vente ont des caractéristiques communes qui peuvent leur procurer des avantages sur le marché international et avoir un effet de distorsion sur les échanges. Ces caractéristiques sont le manque de transparence au niveau des prix, un soutien financier de l'Etat qui les met à l'abri des risques normalement courus par les autres exportateurs, la possibilité de maîtriser les prix au producteur en agissant comme monopsonne sur les achats destinés à la consommation intérieure et à l'exportation, la possibilité d'établir des prix de bradage en utilisant la subvention croisée soit entre le marché intérieur et les marchés d'exportation, soit entre les différents acheteurs, ainsi que la possibilité de soustraire les producteurs aux prix du marché en recourant à des mécanismes de centralisation des prix. Ces caractéristiques et les distorsions qu'elles entraînent réduisent les bénéfices escomptés par les autres exportateurs sur les marchés de pays tiers. En plus de leur potentiel de distorsion du commerce, les monopoles de vente causent des frais supplémentaires aux producteurs ou une mauvaise répartition des ressources étant donné que la production est déterminée par des prix fixés hors marché.

Le pouvoir des monopoles et leur manque de transparence dans l'établissement des prix donnent aux entreprises commerciales d'Etat une plus grande souplesse qu'aux commerçants du secteur privé dans ce domaine. Dans le commerce d'exportation privé, les prix des marchandises, qui sont en réalité une valeur de remplacement pour les produits exportés, sont cotés quotidiennement en Bourse dans divers pays. Les exportateurs privés doivent acheter les produits d'exportation au prix du marché, qui est largement connu des milieux commerçants et des pouvoirs publics. Les monopoles de vente, en revanche, ne sont pas tenus de révéler les prix de leurs transactions, ce qui peut leur permettre de cacher le coût de leurs approvisionnements et les prix de leurs exportations ultérieures, en particulier quand ces exportations sont subventionnées directement ou indirectement par l'Etat.

De nombreux monopoles de vente bénéficient du soutien financier du gouvernement central sous forme de subventions directes ou de garanties. Etant donné que ces monopoles sont des organismes publics ou quasi publics, leurs pertes d'exploitation, qui résultent généralement de la mise en commun de leurs déficits comptables, sont, dans la plupart des cas, remboursées par l'administration centrale. L'intervention de l'Etat ou son équivalent fonctionnel, c'est-à-dire l'assurance d'une intervention gouvernementale, met les producteurs à l'abri des risques et encourage la production, car les agriculteurs peuvent compter sur un soutien quand ils doivent faire face à une diminution de leurs revenus en raison de la chute des prix. Elle encourage des niveaux de production plus élevés que les conditions économiques ne le justifient.

Les monopoles de vente sont des monopoles d'achat de produits pour l'exportation et sont souvent les seuls à revendre certains de ces produits sur le marché intérieur. En tant que tels, ils forcent les producteurs à accepter des prix plus bas que ce ne serait le cas dans des conditions plus concurrentielles. Ceci est particulièrement important quand un pays exporte une grande partie de sa production totale. Les producteurs qui, bien souvent, n'ont pas la possibilité de recourir à des cultures de substitution pour des raisons géographiques, n'ont d'autre choix que de vendre au monopole d'exportation et d'accepter le prix offert par ce dernier, ce qui donne au monopole de vente une grande latitude dans l'établissement des prix à l'exportation. Cela permet en outre au monopole de vente de réduire, de retarder ou de manipuler les prix qu'il paie aux producteurs pour leurs produits. Ce pouvoir dans l'établissement des prix est à l'origine de nombreuses autres pratiques susceptibles de mener à des distorsions du commerce, et notamment à la différenciation des prix.

Sur le marché mondial, où les prix échappent généralement au contrôle des vendeurs d'un pays donné, la possibilité de différencier les prix peut constituer un avantage important pour un monopole de vente. Cela peut également mener à un niveau plus élevé des importations dans certains pays membres de l'OMC que ce ne serait le cas dans des conditions parfaitement concurrentielles. La différenciation des prix a lieu quand un monopole établit des prix de vente différents pour des produits de qualité comparable selon leur destination et en fonction de la capacité de paiement de l'acheteur. La possibilité de différencier les prix permet à un monopole de vente de maximiser ses recettes en baissant les prix accordés à certains acheteurs sans que cela ait un effet sur

les prix de vente plus élevés qu'il perçoit sur les marchés avantageux. Etant donné que les monopoles de vente maîtrisent le coût de leurs approvisionnements, ils sont davantage en mesure d'augmenter ou de baisser les prix selon les marchés. Si les monopoles de vente sont tenus d'acheter toute la production intérieure, la possibilité de différencier les prix leur permet d'abaisser les coûts au niveau nécessaire pour écouler un produit sur les marchés étrangers. De même, lorsque les monopoles de vente doivent suivre des objectifs fixés par l'Etat, par exemple maximiser la production ou privilégier les exportations plutôt que les bénéfices, les ventes à un prix élevé compensent les ventes d'excédents à des prix non rentables. En outre, la différenciation des prix encourage l'utilisation de prix de bradage, le monopole de vente baissant ses prix pour évincer les autres exportateurs d'un marché particulier. S'il parvient à ses fins, le monopole de vente peut augmenter ses prix une fois la concurrence éliminée.

Les mécanismes de centralisation des prix utilisés par les monopoles de vente ont pour but d'égaliser les prix payés aux producteurs tout en réduisant le risque inhérent à la commercialisation de leurs produits. Dans un tel système, les agriculteurs livrent leurs produits à un groupement contrôlé par le monopole de vente en échange d'un paiement initial. A la fin d'une année de commercialisation, le monopole de vente calcule le produit total de ses ventes et en déduit les frais de commercialisation et autres frais d'exploitation. Le revenu net est alors distribué aux producteurs. Dans ce système, chaque agriculteur reçoit, en fait, un prix composite basé sur toutes les ventes de l'année. La diversification des ventes réduit le risque encouru par les producteurs, mais il laisse aussi toutes les décisions relatives aux prix des produits exportés au monopole de vente, qui peut établir ces prix en se fondant sur les objectifs fixés par l'Etat. Bien que la centralisation réduise les risques courus par les producteurs en stabilisant les prix reçus durant l'année de commercialisation, ce système entraîne des coûts inévitables. Ainsi, les producteurs de denrées de qualité supérieure, ceux qui sont parvenus à une commercialisation efficace ou qui fournissent des produits au groupement à une période où les prix mondiaux sont élevés, sont pénalisés parce qu'ils reçoivent un prix composite basé sur celui de produits de qualité inférieure ou des recettes provenant des ventes à un prix inférieur. En conséquence, la richesse passe des producteurs de biens de grande qualité aux producteurs de biens de basse qualité, ce qui risque de maintenir plus de producteurs en activité et plus de terres en exploitation que ce ne serait le cas autrement.

LES MONOPOLES D'ACHAT

Les monopoles d'achat limitent le commerce ou ont un effet de distorsion sur lui de plusieurs façons : manque de transparence, ingérence dans les décisions des utilisateurs finals, application de conditions astreignantes à l'importation et acquisition de stocks d'urgence. Ces pratiques d'achat et de commercialisation augmentent les prix intérieurs et limitent l'accès des produits importés au marché intérieur sur la base de critères établis par les pouvoirs publics et non pas de considérations économiques, sans tenir compte des conditions dominantes du marché mondial ou de la demande intérieure. En définitive, ce contrôle donne au monopole d'achat la possibilité de soutenir les prix intérieurs et de contrôler la demande de produits importés.

Les achats et les ventes des monopoles d'achat manquent généralement de transparence. Des renseignements sur le prix des importations, celui de leur revente, la qualité demandée et les quantités achetées ne sont fournis ni aux commerçants ni au public. Cette absence d'information fait qu'il est difficile aux exportateurs et aux utilisateurs finals locaux de faire des affaires, et cela peut permettre au monopole d'achat d'occulter des restrictions au commerce.

La mainmise de l'Etat sur la commercialisation et la distribution entrave les décisions d'achat de l'utilisateur final, contrairement à ce qui se passe quand il existe entre exportateurs et utilisateurs finals des contacts directs qui permettent la fourniture de renseignements sur la qualité des produits et qui accroissent la valeur des produits importés pour l'utilisateur final. Les contacts directs avantagent les utilisateurs finals et les consommateurs, mais aussi les exportateurs, qui reçoivent des prix plus élevés en traitant avec des gens qui apprécient la qualité de leurs produits. En revanche, quand ces décisions doivent passer par les monopoles, l'importateur tient compte d'objectifs fixés par l'Etat, visant notamment à décourager les importations de produits de qualité concurrentielle ou de produits de luxe, ce qui a pour effet de limiter les importations.

Les monopoles d'achat sont en mesure d'imposer des règles contraignantes à l'importation. Le contrôle de la commercialisation, y compris celle de la distribution des produits importés sur le marché intérieur, donne aussi au monopole de vente la possibilité d'ordonner l'importation de produits de qualité inférieure, moins concurrentiels que les produits locaux. Les prix au détail, la promotion et la distribution des produits importés sont souvent contrôlés par le monopole d'achat, ce qui limite le choix des consommateurs et la répartition des ressources, en particulier quand la stratégie de commercialisation est formulée par un organisme public et non par une entreprise privée assujettie à la concurrence du marché. □

□ LES NEGOCIATIONS DE L'OMC : L'ACHEVEMENT DE LA TACHE COMMENCEE

Paul Morris, ministre-conseiller pour l'agriculture et les ressources naturelles, ambassade d'Australie à Washington

Le Groupe de Cairns, qui compte aujourd'hui quinze pays exportateurs de produits agricoles, a été créé en 1986 pour influencer les négociations sur l'agriculture au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est en grande partie à son intervention que l'on doit l'élaboration d'un cadre pour la réforme du commerce agricole durant les négociations du cycle d'Uruguay et que l'agriculture a fait pour la première fois l'objet de règles visant à libéraliser les échanges mondiaux. Le Groupe de Cairns s'apprête à jouer un rôle important dans la nouvelle série de négociations de l'OMC sur l'agriculture qui s'ouvrira à Seattle (Etats-Unis), en novembre 1999.

Le Groupe de Cairns, qui assure environ 20 % des exportations mondiales de produits agricoles, réunit des pays industriels et en développement aux horizons très divers. Il s'agit des pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Uruguay. Par leur action collective, les membres de ce groupe disparate réussissent à influencer les négociations sur l'agriculture plus facilement que s'ils agissaient seuls. Sous la houlette de l'Australie, ils prennent des décisions par consensus.

DANS LE PROLONGEMENT DU CYCLE D'URUGUAY

Dans l'ensemble, les membres du Groupe de Cairns ont accueilli avec satisfaction l'aboutissement du cycle d'Uruguay, mais ils estiment qu'il reste encore beaucoup à faire avant d'arriver au point où les politiques agricoles seront véritablement axées sur le marché. En 1997, par exemple, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) continuaient de soutenir résolument l'agriculture, les aides versées ayant atteint cette année-là la somme considérable de 280 milliards de dollars. Déterminé à réduire ces montants et à créer un marché agricole plus libre, le Groupe de Cairns fait porter ses efforts sur deux fronts. Premièrement, il veille à ce que les pays respectent

les engagements qu'ils ont pris dans le cadre des accords afférents à l'agriculture qui ont été conclus pendant le cycle d'Uruguay. Le premier président du Comité de l'agriculture de l'OMC a été choisi parmi ses membres (il s'agit du représentant de la Thaïlande, M. Danai). C'est aussi un autre membre du Groupe de Cairns (en l'occurrence le représentant de la Colombie, M. Osorio) qui lui a succédé à ce poste au début de l'année 1997.

Deuxièmement, le Groupe de Cairns a eu l'habileté de faire participer très tôt d'autres pays membres de l'OMC à la préparation de la prochaine série de négociations sur l'agriculture, soucieux qu'il était d'augmenter les chances que celles-ci commencent à la date convenue et qu'elles ne traînent pas inutilement en longueur, comme elles l'avaient fait pendant le cycle d'Uruguay. En avril 1998, le Groupe de Cairns a adopté une déclaration dans laquelle il énonce fermement ses ambitions et ses grands objectifs en perspective des négociations de 1999 sur l'agriculture et il a arrêté un plan d'action stratégique à cette fin. Le cadre qu'il propose se veut nécessairement ambitieux :

« Le Groupe de Cairns réaffirme son attachement à l'établissement d'un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, conformément aux objectifs de l'Accord sur l'agriculture. A cette fin, le Groupe de Cairns est unanimement résolu à faire en sorte que la prochaine série de négociations de l'OMC sur l'agriculture aboutisse à la réforme fondamentale du commerce des produits agricoles, qui doit reposer sur la même base que le commerce des autres produits. Il convient de supprimer toutes les subventions qui perturbent les échanges et d'améliorer considérablement l'accès aux marchés pour que le commerce des produits agricoles repose sur le libre jeu des forces du marché. »

LES OBJECTIFS VISÉS PENDANT LES PROCHAINES NÉGOCIATIONS DE SEATTLE

La déclaration du Groupe de Cairns énonce les objectifs de réforme qui sont visés dans trois domaines clés relevant du cycle d'Uruguay et qui sont récapitulés ci-après :

- Il faut considérablement abaisser tous les droits de douane, supprimer le taux plafond et rétablir la progressivité des droits de douane pour faire en sorte que les produits agricoles à valeur ajoutée aient accès aux marchés au même titre que les autres produits qui font l'objet d'échanges. C'est dans cet esprit qu'il faut envisager la transformation des obstacles à l'accès aux marchés en droits de douane proprement dits ainsi que la suppression des mesures non tarifaires. En attendant que cela se produise, le Groupe de Cairns est favorable à l'accroissement substantiel du volume des échanges assujettis à des contingents tarifaires, à condition toutefois de ne diminuer ni l'ampleur ni la valeur des possibilités d'accès aux marchés, en particulier pour les produits qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement.
- Il convient de supprimer toutes les mesures de soutien interne qui perturbent les échanges ou tout au moins de les remplacer par d'autres formes d'assistance qui ne provoquent pas de distorsion commerciale. Les garanties de ressources et autres mesures de soutien interne doivent être ciblées, transparentes et totalement dissociées de la production de façon à éviter toute distorsion de la production et des échanges.
- Les subventions à l'exportation doivent être déclarées illicites dans le cas des produits agricoles, comme elles le sont déjà pour les autres marchandises, et il faut établir des règles limpides destinées à prévenir le contournement des engagements en la matière. A cet égard – le fait mérite d'être noté –, vingt-cinq seulement des cent trente-quatre membres de l'OMC sont autorisés à recourir à la subvention des exportations et la plupart d'entre eux sont des pays industriels (plus de 80 % des subventions provenant de l'Union européenne). De surcroît, les crédits à l'exportation de produits agricoles doivent être assujettis à une discipline internationale efficace dont l'objectif ultime doit être de mettre fin à cette forme de subvention.

LES BESOINS PARTICULIERS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Par ailleurs, la déclaration du Groupe de Cairns réaffirme l'adhésion de ses membres au principe selon lequel l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement, notamment aux pays les moins avancés et aux Etats de petite taille, doit continuer de faire partie intégrante des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Les ministres du Groupe de Cairns sont convenus que les objectifs fondamentaux de la libéralisation des échanges doivent continuer de s'inscrire dans le droit fil du développement économique de ces pays qui sont membres de l'OMC, notamment en matière d'assistance technique. Le Groupe de Cairns s'exprime comme suit sur ce sujet :

« Beaucoup de pays en développement ressentent d'énormes difficultés face à la persistance de la pauvreté en milieu rural et aux liens entre ce phénomène et des problèmes écologiques graves. Dès lors, un grand nombre d'entre eux continuent de faire du développement agricole durable un élément central de leur politique. L'amélioration de l'environnement commercial international, qui doit contribuer davantage au développement agricole, demeure dans ces conditions une composante essentielle de toute recherche de solution. »

L'adhésion à ces principes aura non seulement un effet bénéfique sur l'environnement commercial pour les pays exportateurs de produits agricoles, mais aussi des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire mondiale. Celle-ci se verra renforcée du fait même de la diversification accrue des sources fiables d'approvisionnement, à mesure que les agriculteurs, y compris les agriculteurs pauvres des pays en développement, seront davantage en mesure de réagir aux forces du marché et de saisir les nouvelles possibilités de gagner de l'argent, sans subir le poids de la concurrence liée aux produits fortement subventionnés. Pour rassurer plus encore les pays importateurs nets de produits alimentaires, il convient de prendre des dispositions de façon que la restriction des exportations ne perturbe pas l'offre de produits alimentaires sur le marché mondial.

Du reste, la diminution des mesures de soutien visant le secteur agricole pourrait avoir une incidence positive sur l'environnement. Dans bien des cas, les subventions agricoles et les restrictions à l'accès au marché ont encouragé le recours à des pratiques néfastes pour

l'environnement. La réforme de ces politiques pourrait donc contribuer au développement d'une agriculture qui soit conciliable avec l'environnement.

LES PRÉPARATIFS EN VUE DE LA PROCHAINE SÉRIE DE NÉGOCIATIONS

Les ministres du Groupe de Cairns se sont félicités de la mise en route, par la deuxième conférence ministérielle de l'OMC tenue en mai 1998 à Genève, des préparatifs en vue de la prochaine série de négociations sur l'agriculture. La déclaration ministérielle de l'OMC qui a été adoptée lors de cette conférence assujettit les Etats membres à un processus préparatoire qui a commencé en septembre 1998 et qui doit aboutir à un accord ministériel sur l'ampleur, la structure et le calendrier des négociations sur l'agriculture. Les ministres de l'OMC le concluront à l'occasion de la troisième conférence ministérielle de l'OMC qui se déroulera du 30 novembre au 3 décembre 1999 à Seattle.

La prochaine réunion des ministres du Groupe de Cairns aura lieu à Mar-del-Plata (Argentine), les 28 et 29 août 1999. Il s'agira pour eux de se mettre d'accord sur les propositions que soumettra le Groupe de Cairns en prévision de la décision ministérielle de Seattle et de veiller à ce qu'il soit pleinement tenu compte de ses objectifs fondamentaux.

Le Groupe de Cairns réaffirme son attachement à l'établissement d'un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, conformément aux objectifs de l'Accord sur l'agriculture. A cette fin, le Groupe de Cairns est unanimement résolu à faire en sorte que la prochaine série de négociations de l'OMC sur l'agriculture aboutisse à la réforme fondamentale du commerce des produits agricoles, qui doit reposer sur la même base que le commerce des autres produits. □

❑ L'IMPORTANCE D'UN NOUVEAU CYCLE DE NEGOCIATIONS COMMERCIALES POUR LES AGRICULTEURS AMERICAINS

Dean Kleckner, président de l'«American Farm Bureau Federation»

La conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tiendra à Seattle cet automne, offre une occasion qu'il ne faut pas laisser passer : celle de réviser le système mondial des échanges en faisant en sorte de récompenser les producteurs agricoles dynamiques et capables d'un bon rendement, dans quelque pays que ce soit, déclare M. Dean Kleckner, président de l'«American Farm Bureau Federation» (AFBF), la plus grande organisation d'agriculteurs des Etats-Unis. M. Kleckner considère que la réunion ministérielle de Seattle sera un moment décisif pour les partenaires commerciaux des Etats-Unis qui doivent libéraliser leur marché et supprimer les pratiques à l'origine de distorsions commerciales. Il plaide en faveur de négociations accélérées, d'une durée maximale de trois ans.

Les agriculteurs américains d'aujourd'hui vivent et fonctionnent dans une économie mondiale, il n'y a pas à en douter. L'offre et la demande mondiales de blé se répercutent directement sur le prix au silo que touchera le producteur. C'est la conjoncture économique de pays étrangers qui détermine si un éleveur américain fera ou non des bénéfices en vendant du bétail. Lorsque des importateurs de produits agricoles des Etats-Unis sont frappés par une crise économique et financière et qu'ils voient leur pouvoir d'achat diminuer, comme on a vu le cas se produire en Asie, en Russie et au Brésil, l'agriculture est la première à en subir les conséquences.

Le degré auquel le secteur agricole des Etats-Unis est en mesure de maintenir, voire d'accroître, la place qu'il occupe sur le marché mondial dépend de nombreux facteurs, dont l'existence de solides accords commerciaux qui sont bien appliqués et le pouvoir qu'ont les négociateurs américains de conclure avec les partenaires commerciaux des Etats-Unis des accords destinés à ouvrir de nouveaux marchés d'exportation.

LE BESOIN DE NOUVEAUX MARCHÉS D'EXPORTATION

L'agriculture des Etats-Unis se ressent durement du faible niveau du cours des produits de base. Au vu de l'abondance de l'offre intérieure et de la stabilité du taux de croissance démographique des Etats-Unis, il n'a jamais été plus important qu'aujourd'hui d'élargir l'accès aux marchés existants et d'ouvrir de nouveaux marchés d'exportation pour les produits agricoles. Faute de quoi, rompant avec une longue tradition, l'agriculture américaine cessera de produire des excédents commerciaux.

Ces dernières années, la modification de la politique agricole a visé à privilégier l'aspect indispensable des exportations. La loi agricole de 1996, dite «Freedom to Farm Act», a supprimé progressivement les mesures de soutien des prix, ce qui a rendu l'agriculture des Etats-Unis plus tributaire du marché mondial. Les agriculteurs et les éleveurs américains produisent en abondance, au point de dépasser largement la demande intérieure, et leur productivité ne cesse d'augmenter. Ce sont les exportations qui donneront aux agriculteurs les moyens d'accroître leurs ventes et leurs revenus dans les années à venir.

La demande mondiale de produits alimentaires connaît une expansion rapide, et plus de 95 % des consommateurs au monde vivent en dehors des frontières des Etats-Unis. Malgré les progrès notables enregistrés en matière d'ouverture des marchés, l'agriculture demeure l'un des secteurs les plus protégés et les plus subventionnés de l'économie mondiale. De surcroît, les producteurs agricoles des Etats-Unis se trouvent placés en situation de désavantage compétitif du fait du nombre croissant d'accords commerciaux régionaux que concluent leurs concurrents entre eux.

Les Etats-Unis vont accueillir pour la première fois la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), laquelle se tiendra cet automne à Seattle. Elle marquera le coup d'envoi d'une nouvelle série de négociations de l'OMC qui porteront,

notamment, sur l'agriculture. En tant que pays hôte, les Etats-Unis – et leur politique commerciale – tiendront assurément la vedette. Nous inciterons nos partenaires commerciaux à libéraliser leur marché et à « découpler » de la production leurs programmes de soutien, comme nous l'avons fait nous-mêmes en adoptant la loi de 1996 sur l'agriculture.

CE QUE L'ON ATTEND DES NOUVELLES NÉGOCIATIONS

Compte tenu des remous économiques qui agitent de nombreux marchés d'exportation importants des Etats-Unis, la mise en route de nouvelles négociations destinées à libéraliser encore davantage les marchés n'a jamais été aussi importante.

Il n'y a pas au monde d'économie plus ouverte que celle des Etats-Unis, comme l'indique le faible niveau des droits de douane qui frappent les importations agricoles. Mais quand ils cherchent à écouler leurs produits à l'étranger, nos agriculteurs continuent de se heurter à des obstacles de taille dans la plupart des pays. Nos partenaires commerciaux ont érigé des barrières déloyales pour protéger leurs producteurs. Au cours de la prochaine série de négociations commerciales sur l'agriculture, nous devons niveler le terrain de façon que les agriculteurs et les éleveurs américains soient récompensés de leur productivité et de leur haut degré d'efficacité.

Les négociateurs qui participeront à la prochaine série de négociations de l'OMC devront étudier sous tous les angles les problèmes que posent le niveau élevé des droits de douane, les subventions qui perturbent le commerce et d'autres pratiques commerciales restrictives. De surcroît, il faudra qu'ils se penchent sur les nouveaux dossiers du jour, tel celui de la biotechnologie, l'objectif devant être de faciliter le commerce des organismes génétiquement modifiés (OGM). Face à l'accroissement de la population mondiale et au recul de la superficie des terres arables, la solution pour nourrir la planète passera forcément par les OGM.

L'« American Farm Bureau Federation » appuie le principe d'une série complète de négociations, lesquelles devront prendre fin simultanément dans tous les secteurs. Il n'est pas question de régler les dossiers faciles si c'est pour laisser traîner ceux qui sont plus délicats, comme c'est le cas de l'agriculture. Nous sommes favorables à l'idée de fixer un délai de trois ans à la conclusion des négociations. Il aura fallu sept ans pour boucler le cycle

d'Uruguay. Nous autres, agriculteurs et éleveurs américains, ne pouvons pas rester les bras ballants tandis que nos concurrents écoulent librement leurs produits sur notre marché tout en nous refusant l'accès au leur sur un pied d'égalité.

Les obstacles non tarifaires au commerce, et en particulier les normes sanitaires et phytosanitaires, posent un problème croissant aux exportateurs américains de produits agricoles. Nous constatons avec une fréquence accrue l'adoption de mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont dépourvues de tout fondement scientifique. Dès lors, nos négociateurs devraient d'emblée faire pression sur les pays pour les amener à conclure dans ce domaine des accords qui reposeront sur des principes scientifiques et qui auront force exécutoire.

Ensuite, nous devons nous attaquer à la question de l'ampleur des subventions à l'exportation, lesquelles perturbent le fonctionnement du marché mondial. Il faut que ces subventions disparaissent. Ce serait faire comprendre on ne peut plus clairement aux autres pays que l'heure de la libéralisation du commerce des produits agricoles a véritablement sonné.

Les exportations américaines de denrées agricoles sont assujetties à des droits de douane prohibitifs, ce qui a pour effet de leur bloquer l'accès aux marchés étrangers. Il faut que nos partenaires commerciaux abaissent leurs droits de douane pour les ramener au même niveau que les nôtres. De surcroît, tous les pays membres de l'OMC devraient s'efforcer de supprimer les obstacles tarifaires selon un calendrier précis.

Plusieurs pays se livrent à des pratiques monopolistiques de commercialisation qui ont pour double conséquence de perturber les échanges mondiaux et de restreindre l'accès aux marchés. Dès lors, il convient d'assujettir les organismes publics de commercialisation à des disciplines qui devront viser à faciliter les échanges mondiaux de produits agricoles de base.

A ce jour, l'OMC a déjà réglé plusieurs différends agricoles, ce qui nous a donné à tous l'occasion de constater à quel point la procédure de règlement des litiges exige du temps. Il faut compter au moins trois ans pour qu'elle aboutisse, et il est excessif de demander à nos producteurs de patienter à ce point. Nous devons modifier les règles commerciales de façon à raccourcir ces délais.

On parle de plus en plus fréquemment d'adopter, à l'Organisation mondiale du commerce, des dispositions relatives au droit du travail et à l'environnement. Nous ne pouvons pas permettre que les exportations des Etats-Unis soient tenues en otage par des questions sans rapport avec le commerce, sous prétexte qu'il faut tenter d'amener certains pays à réformer leurs pratiques sociales. Agir ainsi reviendrait à nuire au commerce d'exportation sans atteindre pour autant les objectifs sociaux visés.

❑ LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET LES NEGOCIATIONS DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE

Eugenio Diaz-Bonilla, attaché de recherche, et Sherman Robinson, directeur de la division Commerce et macroéconomie de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Dans l'ensemble, les pays en développement ont beaucoup à gagner de l'établissement progressif d'un système de commerce des produits agricoles qui soit transparent et fondé sur des règles, estiment MM. Eugenio Diaz-Bonilla et Sherman Robinson, lesquels encouragent ces pays à s'organiser dès maintenant de façon à influencer l'ordre du jour de la prochaine série de négociations multilatérales et son aboutissement.

De l'avis de ces deux chercheurs, les négociations devraient viser à supprimer les subventions à l'exportation, à imposer des disciplines plus strictes en matière de taxes à l'exportation, à abaisser les droits de douane et à garantir que les pays pauvres continueront d'avoir accès à l'aide alimentaire sous forme de dons tout en veillant à ce que celle-ci ne supplante pas la production intérieure. « Une mauvaise gestion de l'aide alimentaire ou l'importation de produits alimentaires à bas prix consécutive à l'octroi de subventions à l'exportation risqueraient de renforcer le parti pris des politiques économiques contre le secteur rural, avec les conséquences négatives que l'on devine pour les producteurs agricoles pauvres », déclarent-ils. Les organismes internationaux de recherche (tel l'IFPRI) peuvent apporter leur appui aux pays en développement par le biais de programmes de recherche fondés sur la collaboration, de l'assistance technique et du renforcement des capacités.

Depuis la première série de négociations commerciales entreprises dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) après la Seconde Guerre mondiale, on constate une évolution relativement régulière vers la libéralisation croissante du commerce multilatéral. Les séries de négociations qui suivirent, particulièrement depuis le cycle de Tokyo, reconnurent que les pays en développement avaient des besoins plus prononcés. Pourtant, la participation de ces pays était limitée. Comme beaucoup d'entre eux n'étaient pas membres du GATT, c'est à la tribune de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement qu'ils exprimaient le plus souvent leur point de vue. Ils réussirent à influencer un tant soit peu sur les accords de Lomé et sur les flux d'aide; en revanche, ils n'exercèrent qu'une influence limitée sur les négociations

relatives aux règles commerciales, qui étaient discutées dans le cadre du GATT, le terrain de prédilection des pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Pendant le cycle d'Uruguay, qui commença en 1986 et prit fin en 1993, les pays en développement jouèrent un rôle plus marqué que lors des négociations précédentes. En particulier, des exportateurs nets de produits agricoles fondèrent le Groupe de Cairns (qui réunit, outre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, plusieurs grands pays en développement, tels l'Argentine, le Brésil, l'Indonésie et les Philippines) pour faire valoir leurs intérêts. De surcroît, pendant le cycle d'Uruguay et après sa conclusion, l'adhésion de pays en développement au GATT, puis de nos jours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), devint un phénomène régulier. Des cent trente-quatre membres que comptait l'OMC au mois de février 1999, 70 % environ étaient des pays en développement. L'Organisation des Nations unies classe quarante-huit pays parmi les moins avancés (PMA). Au sein de ce groupe, vingt-neuf sont membres de l'OMC, six sont en passe d'y adhérer et trois ont rang d'observateurs. Par ailleurs, dix-huit pays font partie de la catégorie des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Avant la fin de l'année, les ministres du commerce des pays membres de l'OMC se réuniront à Seattle (Etats-Unis) pour décider s'il convient ou non de mettre en route un nouveau cycle de négociations commerciales, qui serait « le cycle du millénaire ». Leur décision reflétera nécessairement les vues de leur gouvernement et les pressions qui s'exercent au sein de leur société. Par ailleurs, l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay stipule que les négociations doivent reprendre au cours de l'année 1999. Si les ministres décident effectivement de lancer ce « cycle du millénaire », le dossier de l'agriculture en fera partie intégrante. Sinon, les pourparlers sur l'agriculture se dérouleront sans y être rattachés.

Il est dans l'intérêt des pays en développement de se préparer et de jouer le rôle de participants actifs et informés à ce processus. Ils gagneraient à s'organiser de façon à pouvoir influencer l'ordre du jour des négociations et leur aboutissement, en faisant valoir leurs intérêts à la fois au niveau d'une série générale de négociations et à l'échelon des négociations sectorielles, par exemple sur le thème de l'agriculture. Nous aborderons brièvement ci-après quelques questions en les examinant sous l'angle des pays en développement, en particulier de ceux qui sont dans une position très vulnérable.

QUELQUES DÉFINITIONS

L'Assemblée générale de l'ONU définit les pays les moins avancés en fonction de plusieurs critères : le revenu par habitant, l'indice de la qualité matérielle de l'existence et un indice de diversification économique. Cet ensemble de pays regroupe environ 590 millions d'habitants, le revenu par habitant correspondant à 4 % environ de celui de la moyenne mondiale (1996). La production agricole par habitant des PMA évolue à la baisse depuis les années soixante-dix, même si cet indicateur a progressé de près de 40 % au cours de la même période dans l'ensemble des pays en développement (principalement sous l'influence de la Chine). Les PMA ne représentent qu'une petite fraction des échanges mondiaux (moins de 1 % du commerce total et environ 2 % du commerce des produits agricoles). S'agissant des produits agricoles, leur solde commercial net est resté positif jusque vers le milieu des années quatre-vingt, même s'il perdait régulièrement du terrain, mais depuis il est négatif. Les produits alimentaires représentent près de 20 % de toutes leurs importations.

Les dix-huit pays en développement importateurs nets de produits agricoles ont été choisis par l'OMC en fonction de critères particuliers. Ils regroupent environ 380 millions d'habitants et leur revenu par habitant est à peu près cinq fois supérieur à celui de la moyenne des PMA, mais malgré tout nettement inférieur à celui de la moyenne mondiale. Ces pays forment un groupe disparate : quatre sont des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure ; huit, des pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure ; et six des pays à faible revenu. Quatre d'entre eux étaient exportateurs nets de produits alimentaires en moyenne de 1995 à 1997, mais on les inclut dans ce groupe parce qu'ils ont importé des céréales. La production alimentaire par habitant de ces pays, calculée en tant que pourcentage de la moyenne

mondiale et de celle des pays en développement, a augmenté, mais il ne faut pas oublier qu'elle est partie de très bas.

Malgré l'importance des conséquences juridiques qui découlent de l'appartenance à la catégorie des pays « développés » ou à celle des pays « en développement » conformément aux règles de l'OMC, ni l'une ni l'autre de ces catégories ne sont officiellement définies. La procédure de classement repose sur le principe de l'auto-identification et de la négociation avec d'autres pays membres de l'OMC.

L'ACHÈVEMENT DE LA TÂCHE ENTREPRISE

En règle générale, les pays en développement bénéficient d'un traitement que l'on qualifie de « spécial et différencié ». Ils sont assujettis à des disciplines moins strictes et ont droit à des délais plus longs pour mettre en œuvre des réformes. Pour leur part, les PMA sont totalement exempts des engagements de l'OMC, et il a été convenu que les pays en développement et ceux qui sont les moins développés devraient bénéficier de concessions en matière d'accès aux marchés ainsi que d'un soutien technique et financier. En outre, pendant le cycle d'Uruguay, poussés par la crainte que la libéralisation des politiques agricoles et des échanges ne nuise aux importations de denrées alimentaires des PMA et des pays en développement importateurs nets de ces produits, les participants avaient inclus plusieurs mesures ayant trait à la sécurité alimentaire dans la « catégorie verte » des programmes de soutien interne autorisé – par exemple, la constitution de stocks publics et la fourniture de denrées alimentaires à des prix subventionnés. En avril 1994, les ministres se mirent d'accord, à Marrakech, sur la nécessité de protéger la sécurité alimentaire des PMA et des pays importateurs nets de produits alimentaires contre d'éventuelles répercussions négatives des réformes du commerce de ces marchandises. La conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour en 1996 abonda dans le même sens.

En établissant l'ordre du jour des négociations pour les pays en développement pendant le « cycle du millénaire », il convient de tenir compte des différences importantes qui existent eux, et en particulier mieux conceptualiser la définition d'un simple « pays en développement » par opposition à celle d'un « pays en développement importateur net de produits alimentaires ». C'est un point qu'il faut garder à l'esprit tandis qu'on examine les suggestions faites ci-après.

Les subventions à l'exportation et les mesures de soutien interne. Si beaucoup de pays en développement ont considérablement modifié leur politique agricole nationale pour supprimer les effets de distorsion sur les échanges, les avantages qui pourraient en découler pour ces pays et le reste du monde sont malheureusement compromis par les subventions que versent les pays développés. Le cycle d'Uruguay a été un point de départ dans la mesure où il a imposé des disciplines sur la concurrence déloyale due à la subvention des exportations de produits agricoles, laquelle nuit aux producteurs pauvres des pays en développement indépendamment de leur solde commercial net. Au cours de la prochaine série de négociations, il convient de supprimer les subventions à l'exportation pour terminer la tâche qui a été commencée. Les pays en développement importateurs nets de produits agricoles aimeraient aussi voir des disciplines plus strictes sur les taxes et les contrôles à l'exportation qui exacerbent la fluctuation des prix sur le marché mondial.

L'accord du cycle d'Uruguay laisse encore une grande marge de manœuvre aux pays développés en ce qui concerne le recours, en sus des subventions à l'exportation, aux mesures de soutien interne en faveur de leurs agriculteurs. Les pays en développement devraient chercher à faire adopter des disciplines à cet égard et demander en particulier la suppression des dérogations accordées aux programmes de la « catégorie bleue » (qui autorisent les agriculteurs à toucher certains paiements directs susceptibles d'avoir un effet de distorsion sur les échanges.) Les pays les moins avancés et les pays en développement continueront toutefois de bénéficier d'un traitement « spécial et différencié » sur ce point.

L'accès aux marchés. Pour réussir à diversifier leur secteur agricole, les pays en développement doivent avoir davantage accès aux marchés des pays développés. Il s'agit notamment d'accroître le volume des importations autorisées en vertu du régime actuel de contingents tarifaires (qui a remplacé l'ancien système de contingents rigides par un assortiment de restrictions quantitatives et de droits de douane élevés applicables aux importations en cas de dépassement des contingents), d'appliquer les contingents tarifaires dans un plus grand souci de transparence et d'équité, de chercher l'abaissement supplémentaire des droits de douane, en particulier de ceux qui sont encore élevés pour certains produits clés et d'aller jusqu'au bout du remplacement des mesures non tarifaires à la frontière par des droits de douane pour en finir avec les anciennes dérogations. En outre,

l'élimination – ou tout au moins la réduction – de la progressivité des droits de douane perçus sur les produits non agricoles a son importance pour les pays en développement : cette pratique sape les possibilités d'expansion de la production et de l'exportation des produits transformés industriellement dans lesquels interviennent des intrants agricoles.

LES BESOINS DES PAYS DANS UNE POSITION TRÈS VULNÉRABLE

Une décision ministérielle adoptée à la conclusion du cycle d'Uruguay en 1993 a tenu compte du cas spécial et des préoccupations particulières des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Il est notamment question de préserver l'apport d'aide alimentaire à un niveau adéquat, de fournir une assistance technique et un soutien financier en vue du développement du secteur agricole de ces pays ainsi que de poursuivre et d'élargir les mécanismes financiers destinés à atténuer les contrecoups de l'ajustement structurel et les difficultés à court terme liées au financement de l'importation des produits alimentaires. Il est important que la fourniture de l'aide alimentaire se fasse à titre de don, qu'elle soit destinée aux pays pauvres et aux groupes sociaux démunis et qu'elle soit distribuée sans supplanter la production intérieure des pays qui en bénéficient. Une mauvaise gestion de l'aide alimentaire ou l'importation de produits alimentaires à bas prix consécutive à l'octroi de subventions à l'exportation risqueraient de renforcer le parti pris des politiques économiques contre le secteur rural, avec les conséquences négatives que l'on devine pour les producteurs agricoles pauvres.

Il convient de surveiller de près l'instabilité du prix des produits agricoles. L'expansion du commerce mondial de ces denrées devrait atténuer les fluctuations dans la mesure où les chocs de l'offre et de la demande seraient davantage étalés dans l'espace, mais la baisse des stocks publics mondiaux calculés en tant que pourcentage de la consommation a tendance à provoquer l'effet contraire. Par ailleurs, les pays qui participeront à la prochaine série de négociations devront réfléchir aux moyens d'améliorer les mécanismes d'alerte précoce de disette potentielle, de réduire les coûts du transport et du stockage des denrées alimentaires et de créer des programmes d'aide alimentaire qui soient mieux ciblés, ainsi que des mécanismes financiers destinés à faire face aux imprévus.

L'incidence des changements apportés à la politique commerciale et agricole sur les consommateurs et les producteurs très pauvres des pays en développement est une question que l'on continue de débattre. D'aucuns arguent que la libéralisation des échanges pourrait en fait nuire aux uns et aux autres. D'autres rétorquent que l'augmentation de la productivité et de la croissance découlant de l'amélioration de la politique commerciale et de la politique sectorielle pourrait favoriser la création d'emplois et augmenter les revenus, en supposant que la politique économique mise en œuvre est adéquate et que les forces du marché et les institutions sociales fonctionnent convenablement.

Par ailleurs, les petits producteurs seront avantagés par les disciplines sur la subvention et le « dumping » des exportations qui sont énoncées dans l'accord relatif à l'agriculture, lequel prévoit l'établissement de toute une gamme de programmes en faveur des producteurs ou des consommateurs pauvres, tels la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et la mise en place d'une aide alimentaire intérieure à l'intention des populations nécessiteuses. La question qui se pose ici est celle de savoir comment il faut concevoir et financer la politique intérieure de manière à atteindre le double objectif de la croissance agricole et du recul de la pauvreté. Il est en tout cas certain que les interventions ayant des effets de distorsion sur les échanges ne favorisent pas ces objectifs, qu'elles soient le fait de pays développés ou en développement.

En règle générale, les pays en développement à faible revenu et les PMA devraient bien faire comprendre à la communauté internationale l'importance qu'il y a de créer un environnement commercial et financier propice et de mettre en œuvre un cadre intégré pour le développement économique et social, la politique agricole et la politique commerciale devant faire partie intégrante de cette stratégie. Outre les suggestions faites ici en matière de commerce agricole, on pourrait ainsi envisager la poursuite, voire le renforcement, de la réduction de la dette extérieure des pays pauvres lourdement endettés et la libéralisation accrue du commerce des textiles.

Toutefois, l'amélioration de la conjoncture internationale devrait aller de pair avec celle des conditions dans les pays en développement et dans les PMA, notamment en ce qui concerne l'adoption d'une politique macroéconomique stable, l'existence d'un marché ouvert et efficace, la bonne conduite des affaires publiques, l'état de droit, la vigueur de la société civile et la mise en place de programmes et

d'investissements de nature à multiplier pour tous les chances de réussir, avec des considérations spéciales pour les groupes pauvres et désavantagés.

L'INTÉGRATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX NÉGOCIATIONS

Etant donné le rôle effacé qu'ils jouent sur la scène mondiale, les pays en développement devraient vouloir participer activement à la conception et à l'application de règles internationales qui limitent la capacité des grands pays d'agir unilatéralement. En outre, le cadre juridique et institutionnel intérieur des pays en développement pourrait se trouver renforcé par la mise en œuvre de règles, négociées à l'échelon international, qui restreignent la prise de mesures protectionnistes arbitraires. Dans l'ensemble, les pays en développement ont beaucoup à gagner de l'établissement progressif d'un système de commerce des produits agricoles qui soit transparent et fondé sur des règles.

Quelles compétences les pays en développement doivent-ils avoir, quelles conditions doivent-ils remplir, pour jouer un rôle constructif lors de la prochaine série de négociations? Toute négociation suppose, d'une part, l'examen minutieux des aspects juridique, économique et politique qui définit la teneur et l'évolution des pourparlers et, d'autre part, l'application de techniques diplomatiques et de négociation susceptibles de favoriser la réalisation des objectifs attendus. Voici quelques-unes des questions qu'il convient d'aborder :

- Quelles sont les conséquences économiques et sociales des divers scénarios de l'OMC? Pour que les pays en développement puissent faire valoir leurs intérêts pendant les négociations, il faut qu'ils soient conscients des répercussions possibles de tous les cas de figure.
- Quels sont les points juridiques qui font l'objet de la discussion (définition des obligations, des concessions, des délais, etc.)? Les pays en développement doivent-ils impérativement posséder des connaissances détaillées en matière de droit commercial international s'ils veulent être sûrs d'y trouver leur compte? Abondance de détails ne nuit pas, bien au contraire.
- S'agissant du processus politique, quels sont les acteurs principaux, quels intérêts les motivent et quelles sortes d'alliances risquent de prendre le dessus pendant les négociations? Les négociateurs doivent comprendre l'économie politique de leur pays et celle des autres

membres de l'OMC s'ils veulent que leurs efforts se révèlent payants.

– Sur la base de tous ces éléments, il convient de définir et d'appliquer une stratégie adéquate en matière de diplomatie et de négociations.

Les pays en développement qui auront sérieusement réfléchi à ces quatre composantes seront mieux placés pour participer de façon constructive aux négociations qui s'ouvriront cet automne. Bien évidemment, le caractère limité des ressources humaines et financières constitue un obstacle important. Les pays en développement pourraient toutefois surmonter une partie de leurs difficultés en œuvrant de concert, par exemple s'ils envisageaient de conclure des alliances relatives aux principaux produits qu'ils exportent ou qu'ils importent et aux marchés sur lesquels ils peuvent écouler leurs marchandises. L'exemple du Groupe de Cairns vient à l'esprit. En procédant de la sorte, ils pourraient parvenir à réduire les coûts fixes des négociations, lesquels seraient distribués entre plusieurs groupes de pays, à utiliser plus rationnellement l'expertise technique toujours insuffisante et à affermir la position des pays en développement en matière de négociations. De même, il serait peut-être dans l'intérêt des pays membres de l'OCDE de traiter avec des groupes formant un bloc, plutôt qu'avec un grand nombre d'Etats faisant chacun cavalier seul, parce que le nombre de points de vue serait réduit d'autant. Les négociations se révéleraient alors plus efficaces et plus équilibrées. □

□ LE CYCLE DE L'URUGUAY ET LA REFORME DE L'AGRICULTURE

Le cycle d'Uruguay de négociations commerciales multilatérales (qui a pris fin en 1994) a continué sur la lancée des sept séries précédentes de négociations qui visaient toutes la réduction des obstacles aux échanges. Au nombre de ses résultats les plus notables, il convient de citer l'adoption de nouvelles règles relatives à la politique commerciale agricole, l'établissement de disciplines sur le recours aux mesures sanitaires et phytosanitaires et un mémorandum d'accord concernant les règles et procédures régissant le règlement des différends. Le cycle d'Uruguay s'est également soldé par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), laquelle a succédé au GATT ; c'est donc elle qui servira dorénavant de cadre institutionnel au déroulement des négociations commerciales et au règlement des différends. Pour se faire une idée de la vaste gamme de dossiers qui pourraient être abordés pendant toute nouvelle série de négociations, il suffit de penser aux questions qui ont surgi depuis la conclusion du cycle d'Uruguay, tels la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés, le commerce d'Etat et le désir d'un grand nombre de pays d'adhérer à l'OMC.

Trois ans après la mise en œuvre des accords du cycle d'Uruguay, on peut dire que les résultats obtenus dans le domaine de l'agriculture ont été variables. Ils ont été dans l'ensemble positifs si l'on considère les progrès réalisés dans plusieurs domaines clés, par exemple en ce qui concerne la réduction des subventions à l'exportation, l'établissement de nouvelles règles relatives à la politique d'importation des produits agricoles et l'adoption de disciplines sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. De même, l'Accord sur l'agriculture a peut-être contribué à modifier la nature des mesures de soutien interne en décourageant le recours aux pratiques les plus susceptibles d'avoir une incidence sur la production et, partant, sur les échanges commerciaux. En revanche, il faudra attendre une nouvelle série de négociations pour parvenir à un abaissement important de la plupart des droits de douane auxquels sont assujettis les produits agricoles.

LES DROITS DE DOUANE, LE SOUTIEN INTERNE ET LES SUBVENTIONS

Lors des cycles de négociations antérieurs à celui d'Uruguay, les produits industriels avaient fait l'objet de réductions importantes des droits de douane, mais ces mesures étaient restées sans effet sur le commerce d'un grand nombre de denrées agricoles. Or, pendant le cycle d'Uruguay, les pays sont convenus de transformer tous les obstacles non tarifaires au commerce des produits agricoles en droits de douane proprement dits et de les réduire. Malgré cela, les droits de douane frappant les produits agricoles sont encore très élevés dans certains cas, ce qui limite les avantages commerciaux qui étaient censés découler de l'adoption de nouvelles règles. Soucieux de maintenir les échanges au niveau historique qui est le leur aujourd'hui et de créer des débouchés sur les marchés naguère en grande partie fermés en raison des politiques en vigueur, les pays ont institué des contingents tarifaires. Selon ce principe, les importations sont assujetties à des droits de douane relativement peu élevés lorsqu'elles restent en-deçà d'une limite quantitative donnée (contingent) et plus élevés quand elles la dépassent.

L'Accord sur l'agriculture oblige les pays à réduire leurs dépenses budgétaires au titre des mesures internes qui fournissent des incitations économiques directes aux producteurs pour les encourager à utiliser davantage d'intrants ou à accroître la production. Sur ce point, tous les pays membres de l'OMC s'acquittent de leurs obligations, et la plupart d'entre eux ont même diminué leur soutien interne plus qu'ils n'étaient tenus de le faire. Par contre, les mesures de soutien associées aux mesures internes réputées pour avoir un effet minimal sur la production, par exemple l'aide alimentaire interne, ont augmenté par rapport à la période 1986-1988.

En signant l'Accord sur l'agriculture, vingt-cinq pays qui avaient recours à des subventions à l'exportation ont accepté de réduire le volume et la valeur des produits qui bénéficiaient de telles subventions, et ce au cours d'une période spécifiée de mise en œuvre. A ce jour, la plupart d'entre eux ont respecté leurs engagements, mais d'autres ont trouvé des moyens de les contourner. L'Union

européenne est de loin la plus fidèle adepte des subventions à l'exportation, étant à l'origine de 84 % des subventions versées par ces vingt-cinq pays en 1995 et en 1996. Malgré les progrès importants qui ont été réalisés en matière de réduction des subventions à l'exportation, la hausse de l'offre mondiale de céréales et la baisse des cours mondiaux feront que certains pays auront du mal à l'avenir à respecter leurs engagements, à moins de modifier leur politique.

L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires impose des disciplines sur le recours aux mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux contre les parasites, maladies et contaminants. On peut se féliciter qu'il ait accru la transparence de la réglementation des pays en la matière et amélioré les moyens de régler les différends relevant des mesures sanitaires ou phytosanitaires, notamment en ce qui concerne des affaires importantes qui portent sur des produits agricoles. De surcroît, cet accord a incité certains pays à modifier leur réglementation. L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce pourraient servir de cadre au règlement des différends soumis à l'arbitrage de l'OMC au sujet des organismes génétiquement modifiés (OGM).

LES QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Les changements apportés pendant le cycle d'Uruguay à la procédure de règlement des différends pourraient bien se révéler aussi importants pour le commerce des produits agricoles que l'amélioration des règles de fond relatives au commerce des denrées agricoles. A en juger d'après les premiers éléments dont on dispose, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC représente une nette amélioration par rapport à celui du GATT, son prédécesseur. Par exemple, il n'est plus possible qu'un seul pays s'oppose à la constitution d'un groupe spécial ou qu'il mette son veto à une décision défavorable en bloquant l'adoption du rapport de ce groupe. Ces améliorations sont à l'origine du grand nombre d'affaires commerciales importantes qui ont été soumises à l'arbitrage de l'OMC. Ce qui reste encore à déterminer, c'est si les pays membres respecteront leurs engagements lorsque leurs pratiques auront été contestées et reconnues inacceptables conformément à la nouvelle procédure de règlement des différends.

Les discussions qui seront engagées à l'avenir sur le thème de la libéralisation des échanges de produits agricoles seront l'occasion d'aborder des sujets connexes, dont l'adhésion éventuelle à l'OMC d'un groupe large et divers de pays, les difficultés qu'il y a de composer avec les entreprises commerciales d'Etat dans le cadre des disciplines de cette organisation et les questions propres aux pays en développement. A ce jour, trente pays ont exprimé leur intention de rejoindre les cent trente-quatre membres que compte déjà l'OMC. Les pays désireux d'y accéder doivent remplir les conditions négociées par les membres de cette organisation. Ceux qui intègrent les rangs de l'OMC bénéficient d'un statut privilégié en ce qui concerne leurs relations commerciales avec les autres membres, mais ils peuvent être amenés à réformer leur politique commerciale et à baisser leurs droits de douane, ce qui entraîne des coûts d'ajustement. Les pays qui adhèrent déjà à l'OMC sont eux aussi gagnants dans l'affaire, puisqu'ils ont alors davantage de possibilités d'accès aux marchés des nouveaux membres.

Les entreprises commerciales d'Etat, entreprises publiques ou non qui bénéficient de droits spéciaux ou de privilèges leur permettant d'influencer les échanges, continuent de jouer un rôle important dans le commerce des produits agricoles, parce qu'ils constituent, de l'avis de nombreux pays, un véhicule particulièrement bien adapté à la réalisation des objectifs de politique agricole nationale. L'OMC n'a en tout pas cas pas fini de se pencher sur cette question à cause des inquiétudes que suscitent les pratiques commerciales de ces organismes dans certains pays membres et de l'adhésion éventuelle de pays, dont la Chine, dans lesquels ils jouent un rôle important.

Les pays en développement ont bénéficié d'un traitement spécial pendant le cycle d'Uruguay, étant par exemple assujettis à des disciplines moins strictes que celles appliquées aux pays développés sur le plan de la réforme de leur politique commerciale. Lors de la prochaine série de négociations multilatérales sur le commerce des produits agricoles, les pays en développement continueront d'avoir des besoins particuliers dans le domaine du traitement spécial et différencié, des entraves aux exportations, de la stabilité des prix, de la sécurité alimentaire, de l'aide alimentaire et des stocks publics. A mesure que les pays en développement parviendront à mieux cerner leurs positions, on pourrait voir apparaître des coalitions bâties autour d'intérêts commerciaux communs. □

Article extrait d'un rapport du ministère de l'agriculture des Etats-Unis, paru en décembre 1998 sous le titre «Agriculture and the WTO».

❑ L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ISSU DU CYCLE D'URUGUAY

L'Accord sur l'agriculture prévoit l'ouverture de négociations, en 1999, en vue de la poursuite du processus de réforme du commerce des produits agricoles. Selon son article 20, les Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reconnaissent que l'objectif à long terme de réductions progressives substantielles du soutien et de la protection qui aboutiraient à une réforme fondamentale est un processus continu. Les négociations sur l'agriculture qui doivent s'ouvrir le 30 novembre 1999 à Seattle (Etats-Unis) s'insèrent dans le programme de travail de l'OMC. L'Accord sur l'agriculture servira de base à l'élaboration de l'ordre du jour des négociations. Le présent article en rappelle les grandes lignes et récapitule également les points principaux de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

L'Accord sur l'agriculture, qui est entré en vigueur en 1995 concomitamment avec d'autres issus de la même série de négociations, notamment celui qui a institué l'Organisation mondiale du commerce, a constitué un pas important dans l'application des règles et des disciplines multilatérales au commerce mondial des produits agricoles. La plupart des spécialistes saluent dans cet accord un revirement historique dans la façon dont le dossier de l'agriculture est traité dans les accords commerciaux multilatéraux. Cet accord établit de nouvelles règles multilatérales régissant l'accès aux marchés, les subventions à l'exportation et le soutien interne accordé à l'agriculture. Sur le plan de la libéralisation future des échanges, ses dispositions peuvent être les plus importantes concernant l'obligation de supprimer les restrictions commerciales quantitatives et de les transformer en droits de douane consolidés. Même si certains d'entre eux sont extrêmement élevés, ces droits consolidés peuvent servir de point de départ à la négociation ultérieure de réduction des tarifs douaniers.

L'ACCÈS AUX MARCHÉS

L'accord oblige tous les membres de l'OMC à convertir les obstacles commerciaux non tarifaires en droits de douane et à les réduire d'une moyenne simple de 36 % en l'espace de six ans (avec une réduction minimale de 15 % par position tarifaire). L'accord interdit l'introduction de

nouveaux obstacles non tarifaires au commerce. Dans les cas où des obstacles non tarifaires restreignent les importations, l'accord stipule que les possibilités minimales d'accès au marché doivent correspondre généralement à 3 % de la consommation intérieure, puis à 5 %, pendant la période de mise en œuvre de l'accord, soit six ans. Conformément aux termes de cet accord, les Etats-Unis ont converti leurs restrictions quantitatives, tels les contingents d'importation prévus par l'article 22 de la loi agricole américaine, en équivalents tarifaires. De même, l'accord oblige l'Union européenne à procéder de la même façon en ce qui concerne ses prélèvements variables à l'importation de produits agricoles.

De l'avis de la plupart des spécialistes, l'accord ne contribue pas particulièrement à élargir l'accès au marché pour les produits agricoles. Son importance réside dans le fait qu'il étend au commerce des produits agricoles le principe de la protection par la perception de droits de douane consolidés (déjà appliqué au commerce des produits industriels) et qu'il peut au moins servir de base à des réductions supplémentaires lors de futures négociations.

LES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

L'accord stipule que les subventions à l'exportation devront avoir été réduites de 21 % sur le plan quantitatif et de 36 % en matière de dépenses budgétaires à la fin de la sixième année de la période de mise en œuvre. Les membres de l'OMC peuvent continuer de pratiquer leurs subventions à l'exportation existantes, dans les limites établies, mais ils n'ont pas le droit d'introduire des subventions additionnelles. Les Etats-Unis et l'Union européenne doivent maintenant appliquer leur programme respectif de subventions à l'exportation conformément aux engagements de réduction des subventions à l'exportation prévus par l'accord.

LE SOUTIEN INTERNE

De surcroît, l'accord comporte des règles et des engagements en ce qui concerne le soutien interne. Les subventions intérieures devront être réduites de 20 % par rapport au niveau moyen de toutes les mesures globales

du soutien interne (MGS) pour tous les produits pendant la période de base 1986-1988. De même, des engagements de réduction du soutien devront couvrir les six années de la période de mise en œuvre sur la base de la mesure globale du soutien totale. Comme leurs dépenses budgétaires étaient largement inférieures aux limites prévues par l'accord, ni les Etats-Unis ni l'Europe n'ont eu à réduire leurs mesures de soutien interne.

Les spécialistes de la politique commerciale considèrent que les règles établies vis-à-vis des mesures de soutien interne revêtent une plus grande importance que les engagements de réduction qui sont exigés. L'accord définit les mesures de politique intérieure qui sont autorisées (dites de la « catégorie verte »), telles que la garantie des revenus des agriculteurs indépendamment de leur participation aux programmes de limitation de la production, les services de consultations et l'aide alimentaire intérieure. Les mesures qui n'entrent pas dans le cadre de la catégorie verte sont automatiquement interdites (catégorie ambrée). Les primes de complément versées par les Etats-Unis au titre de la loi agricole de 1992 et les montants compensatoires accordés par l'Union européenne conformément aux réformes de la politique agricole commune (PAC) adoptées en 1992 ont été exclus du calcul de la MGS et classés dans une « catégorie bleue », celle des programmes exclus. Depuis l'adoption de la loi agricole de 1996, qui dissocie davantage de la production les aides aux agriculteurs américains, la question des mesures de soutien interne accordées par les Etats-Unis n'a plus lieu d'être classée dans la catégorie bleue : seuls y figurent maintenant les montants compensatoires de l'Union européenne.

LES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES

L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires réaffirme le droit des membres de l'OMC d'adopter ou d'appliquer les mesures qu'ils jugent nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de manière « arbitraire ou injustifiable ». Il ajoute que ces mesures ne doivent pas non plus constituer de restriction déguisée au commerce international. Elles peuvent être établies sur la base de normes, de directives ou de recommandations internationales dans les cas où il en existe. Les Etats membres de l'OMC peuvent fixer des normes plus rigoureuses s'il y a une justification scientifique et sur la base de l'évaluation des risques. Tous

acceptent de reconnaître l'équivalence des mesures sanitaires ou phytosanitaires qui assurent un niveau comparable de protection. Lorsqu'un différend soulève des questions scientifiques ou techniques, un groupe spécial devrait consulter les organisations internationales compétentes.

Bien qu'il soit juridiquement contraignant pour tous les membres de l'OMC, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires est rédigé en termes généraux. Les points de détail seront réglés à la lumière de l'interprétation de l'accord et des décisions prises au sujet des mesures sanitaires et phytosanitaires conformément à la procédure de l'OMC régissant le règlement des différends.

LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Le système, renforcé et rationalisé, de règlement des différends dont il a été convenu dans le cadre du cycle d'Uruguay s'applique également aux différends qui relèveraient de l'Accord sur l'agriculture ou de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Une modification importante de la procédure de l'OMC de règlement des litiges tient à l'élimination du droit qu'avaient les Etats membres d'opposer leur veto à la décision des groupes spéciaux, ce qui avait pour effet de bloquer l'application des recommandations proposées pour mettre fin au différend. Ceci renforce donc la capacité de l'OMC de faire appliquer les décisions des groupes spéciaux. Les Etats membres conservent le droit d'entreprendre des négociations en vue de se mettre d'accord sur une compensation mutuellement acceptable au lieu de modifier leurs mesures qui sont contestées. □

L'article ci-dessus est adapté d'un rapport du service de recherche documentaire du Congrès, qui est intitulé « Agriculture in the Next Round of Multilateral Trade Negotiations » et qui a été rendu public le 13 mars 1998. Son auteur, M. Charles Hanrahan, est spécialiste de politique agricole dans la section Politique de l'environnement et des ressources naturelles.

□ L'AMPLEUR DU SOUTIEN ACCORDE A L'AGRICULTURE DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publie tous les ans des statistiques sur les équivalents subvention à la production par pays (ESP) qui mesurent le total des aides nationales à l'agriculture. L'ESP est calculé en additionnant la valeur du soutien des prix, des paiements directs et d'autres transferts aux producteurs de produits agricoles. L'ESP pourcentage est une mesure de l'ampleur de l'aide aux producteurs et est calculé sur la production totale évaluée aux prix intérieurs.

OCDE: EQUIVALENTS SUBVENTION A LA PRODUCTION PAR PAYS (PSE total en millions de dollars)

	1986-88	1992-94	1995	1996(p)	1997(e)
Australie					
PSE total	1,033	1,110	1,281	1,145	1,075
PSE pourcentage	10	10	10	8	9
Canada					
PSE total	5,839	4,814	3,934	3,797	3,135
PSE pourcentage	42	31	22	22	20
Union européenne (1)					
PSE total	67,822	79,851	91,742	82,181	72,682
PSE pourcentage	48	48	49	43	42
Japon					
PSE total	34,341	39,559	48,597	39,761	33,184
PSE pourcentage	73	74	76	71	69
Suisse					
PSE total	4,405	5,203	5,833	5,428	4,572
PSE pourcentage	79	80	79	77	76
Etats-Unis					
PSE total	32,532	26,348	17,344	22,614	22,791
PSE pourcentage	30	21	13	15	16
OCDE (2) (3)					
PSE total	158,589	171,536	174,959	160,866	145,224
PSE pourcentage	45	42	40	35	35

e = estimation ; p = provisoire.

Notes :

1. UE-12 pour 1986-94, UE-15 depuis 1995. L'UE comprend l'ex-RDA à partir de 1990.
2. L'Autriche, la Finlande et la Suède sont incluses dans le total OCDE 1986-94 et dans l'UE pour la période 1995-97.
3. A l'exclusion de la Corée, de la Hongrie, du Mexique, de la Pologne et de la République tchèque.

Source: Les politiques agricoles dans les pays de l'OCDE, Secrétariat de l'OCDE, 1998.

❑ TERMES RELATIFS A L'AGRICULTURE ET AU COMMERCE

Accords d'autolimitation, limitations volontaires des exportations et arrangements de commercialisation ordonnée : accords bilatéraux en vertu desquels un pays exportateur (pouvoirs publics ou branche d'activité) accepte de réduire ou de limiter ses exportations sans que le pays importateur ait à recourir à des contingents, droits de douane ou autres contrôles à l'importation.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : conclu en 1947, cet accord a été révisé en 1994 et fait maintenant partie des règles sur le commerce des marchandises de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'acronyme GATT sert également à désigner l'institution que l'OMC a remplacée en 1995.

Article 22 : disposition de la législation agricole des Etats-Unis qui autorise le président à appliquer des droits ou des contingents d'importation en vue d'empêcher les importations en provenance de pays non membres de l'OMC de contrecarrer les objectifs des programmes agricoles américains en matière de soutien des prix et de contrôle de l'offre.

Biotechnologie : utilisation de micro-organismes, de cellules végétales ou animales vivantes ou d'une partie de ces organismes pour créer de nouveaux produits ou pour déclencher des processus biologiques en vue d'une amélioration génétique.

Catégorie bleue : paiements directs non assujettis à l'obligation de réduire le soutien interne contenue dans l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay.

Catégorie verte : mesures de politique intérieure ou commerciale qui sont censées n'avoir qu'un effet de distorsion minimale sur le commerce et qui sont exclues des engagements de réduction des obstacles au commerce contenues dans l'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay.

Clause de la nation la plus favorisée : principe fondamental incorporé dans tous les accords de l'OMC et selon lequel un pays accorde à un autre pays le même traitement en matière de droits de douane que celui qu'il applique à tout pays tiers.

Commission du Codex Alimentarius : commission mixte de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) composée de 146 pays membres et créée en 1962 en vue d'assurer la sécurité alimentaire à la consommation, d'établir des pratiques loyales dans le commerce alimentaire et de favoriser l'élaboration de normes alimentaires internationales. Ces normes, qui ne sont pas obligatoires, sont publiées dans le Codex Alimentarius.

« Commodity Credit Corporation » : organisme public américain chargé de financer les principaux programmes de soutien à l'agriculture américaine.

Consolidation tarifaire : engagement de ne pas augmenter un droit de douane au delà d'un niveau agréé. Lorsqu'un droit de douane est consolidé, il ne peut être augmenté sans versement d'une compensation aux parties affectées.

Contingent d'importation : obstacle au commerce qui fixe la quantité ou la valeur maximum d'un produit autorisée à entrer dans un pays durant une période donnée. L'Accord sur l'agriculture issu du cycle d'Uruguay exige la conversion des contingents d'importation en contingents tarifaires ou en droits consolidés.

Contingent tarifaire : instrument de politique commerciale utilisé pour protéger un produit d'origine locale de la concurrence étrangère. Un droit de douane peu élevé est appliqué aux importations ne dépassant pas un volume donné et, une fois cette limite quantitative atteinte, les importations sont frappées d'un droit plus élevé.

Dumping: exportation d'un produit à un prix inférieur à sa valeur normale, ce qui signifie généralement qu'il est exporté à un prix inférieur à son prix de vente sur le marché intérieur ou sur celui de pays tiers, ou inférieur à son prix de revient.

Entreprise commerciale d'Etat: entreprise publique ou entreprise à laquelle l'Etat a accordé des droits ou des privilèges spéciaux dans le domaine du commerce (importation ou exportation).

Liste des concessions: liste des droits de douane consolidés.

Mesures et accords sanitaires et phytosanitaires: réglementation visant à protéger la vie et la santé humaine, animale et végétale en assurant la salubrité des produits alimentaires. L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires s'applique à toutes les mesures sanitaires (relatives à la santé animale) et phytosanitaires (relatives à la santé végétale) susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect sur le commerce international.

Mesures de sauvegarde: mesures visant à protéger une branche d'activité particulière d'une augmentation brusque et inattendue des importations.

Obstacles non tarifaires: toute restriction, taxe ou mesure autre qu'un droit de douane, qui limite l'accès des importations, telle que contingents, licences d'importation, règlements sanitaires et interdictions.

Office international des épizooties: organisme qui élabore des règles internationales relatives à la santé des animaux.

Organe de règlement des différends (ORD): organe du Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce qui crée des groupes spéciaux d'experts chargés d'examiner les différends commerciaux entre pays et d'émettre des recommandations. L'ORD est habilité à accepter ou à rejeter les rapports des groupes spéciaux et des organes d'appel.

Paiement compensatoire: paiement direct de l'Etat aux producteurs de certains produits pour compenser la différence entre le prix du marché d'un produit et un prix garanti plus élevé pour ce produit.

Politique agricole commune (PAC): ensemble d'objectifs de production et de mécanismes de commercialisation visant à gérer le commerce agricole au sein de l'Union européenne et avec le reste du monde. Cette politique vise à accroître la productivité agricole, à stabiliser les marchés, à assurer aux agriculteurs un niveau de vie convenable, à garantir un approvisionnement régulier et à assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

Prix de référence: prix minimum à l'importation pour certains produits agricoles dans le cadre de la politique agricole commune de l'Union européenne.

Programme de promotion des exportations: programme de subventions à l'exportation des Etats-Unis ayant généralement pour but de permettre aux producteurs américains de faire face à la concurrence des agriculteurs de l'Union européenne qui bénéficient de subventions sur certains marchés d'exportation.

Protection à la frontière: toute mesure qui vise à limiter les importations à l'entrée d'un pays.

Règle d'origine: règle qui définit les critères à utiliser pour déterminer quel est le pays d'origine d'un produit.

Restriction quantitative: mesure visant directement à restreindre la quantité d'un produit importé ou exporté pendant une période déterminée. C'est le plus courant des obstacles non tarifaires.

Soutien interne: mesures ayant pour but de maintenir les prix à la production à des niveaux supérieurs à ceux du commerce international, telles que les paiements directs aux producteurs, y compris les paiements compensatoires, et les mesures de réduction du coût de production et de commercialisation uniquement dans le secteur agricole.

Subvention: avantage direct ou indirect accordé par un Etat pour la production ou la commercialisation d'un produit ou pour compléter d'autres services. Les subventions sont généralement jugées responsables de la distorsion de la production et du commerce et entraînent une utilisation inefficace des ressources. Il existe deux types principaux de subventions: les subventions à l'exportation et les subventions internes. Les premières sont un avantage lié aux exportations accordé à une entreprise par l'Etat. Les subventions internes ne sont pas directement liées aux exportations.

Système généralisé de préférences: programmes des pays industriels qui font bénéficier de droits de douane préférentiels certaines importations en provenance de pays en voie de développement donnés ou qui les en exonèrent.

Taxe variable: taxe à l'importation qui varie de façon à assurer que le prix d'importation sera égal, après paiement de cette taxe, à un prix minimum préétabli.

Traitement national: principe selon lequel un pays accorde aux étrangers le même traitement qu'à ses ressortissants. Dans le cas des importations, celles-ci ne sont pas traitées moins favorablement que les produits d'origine locale, après avoir été dédouanées.

Transparence: degré d'ouverture et de prévisibilité de l'élaboration des mesures commerciales et de leur application.

Sources: Organisation mondiale du commerce, département américain de l'Agriculture, département américain du Commerce et service de recherche documentaire du Congrès.

SOURCES D'INFORMATION

ADRESSES D'ORGANISMES JOUANT UN ROLE EN MATIERE D'AGRICULTURE

MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS DES ETATS-UNIS

Département de l'Agriculture

U.S. Department of Agriculture (USDA)

Foreign Agricultural Services

14th and Independence Avenue, S.W.

Washington, D.C. 20250 U.S.A.

Key telephone numbers:

Foreign Agricultural Service (202) 720-7115

Animal and Plant Health Inspection Service
(202) 720-2511

Economic Research Service (202) 219-0515

<http://www.fas.usda.gov/>

Bureau du représentant des Etats-Unis pour le commerce extérieur

Office of the U.S. Trade Representative

Office of Agricultural Affairs

600 17th Street, N.W.

Washington, D.C. 20508 U.S.A.

Telephone: (202) 395-6127

<http://www.ustr.gov/>

Ministère de la santé et des services sociaux

U.S. Department of Health and Human Services

Food and Drug Administration

Center for Food Safety and Applied Nutrition

200 C Street S.W.

Washington, D.C. 20204 U.S.A.

Telephone: (202) 205-4943

<http://vm.cfsan.fda.gov/list.html>

Département d'Etat (ministère des Affaires étrangères)

U.S. Department of State

2201 C Street, N.W.

Washington, D.C. 20520 U.S.A.

Key telephone numbers:

Bureau of Economic and Business Affairs (202) 647-7575

Office of Agricultural and Textile Trade Affairs (202) 647-3090

<http://www.state.gov/www/issues/economic/index.html>

ORGANISMES INTERNATIONAUX

Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale

Consultative Group on International Agricultural Research

The World Bank

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433 U.S.A.

Telephone: (202) 473-8951

E-mail: cgjar@cgjar.org

<http://www.cgjar.org/>

Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

International Food Policy Research Institute

2033 K Street, N.W.

Washington, D.C. 20006 U.S.A.

Telephone: (202) 862-5600

E-mail: ifpri@cgjar.org

<http://www.cgjar.org/ifpri/2index.HTM>

SITES INTERNET

**USDA: Reports of the Economic Research Service,
the National Agricultural Statistics Service, and
the World Agricultural Outlook Board**

<http://usda.mannlib.cornell.edu/usda/>

The National Agricultural Library:

<http://www.nalusda.gov/>

The Cairns Group

http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/cairns_group/index.html

Union européenne

http://europa.eu.int/pol/agr/index_fr.htm

La nouvelle politique agricole commune

http://europa.eu.int/en/eupol/newcap_fr.htm

Fonds international de développement agricole

<http://www.ifad.org/>

**Organisation de coopération et de développement
économiques**

<http://www.oecd.org/agr/>

**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et
l'agriculture**

<http://www.fao.org/>

Organisation mondiale du commerce

Accord sur l'agriculture et Accord sur l'application des
mesures sanitaires et phytosanitaires:

<http://www.wto.org/wto/french/legal/legalf.htm>

Convention sur la diversité biologique

http://www.biodiv.org/chm/conv/cbd_txt_f.htm

Agricultural Economics Virtual Library

<http://www.aeco.ttu.edu/aecovl/index.htm>

American Agricultural Economics Association

<http://www.aaea.org>

SELECTION D'ARTICLES ET D'OUVRAGES RELATIFS A L'AGRICULTURE ET AU MARCHÉ MONDIAL (*en anglais*)

Agricultural Trade: Proceedings of a Conference of the International Agricultural Trade Research Consortium. St. Paul, MN: The Consortium, 1997.

Anania, Giovanni. "Policy Choices and Interdependence of Country Decisions in the Implementation of the 1994 GATT 'Agreement on Agriculture'." *European Review of Agricultural Economics*, vol. 24, no. 1, first quarter, 1997.

Binswanger, Hans P., and Klaus Deininger. "Explaining Agricultural and Agrarian Policies in Developing Countries." *Journal of Economic Literature*, vol. 35, no. 4, December 1997.

Blarel, Benoit, Garry Pursell, and Alberto Valdes, eds. *Implications of the Uruguay Round Agreement for South Asia: The Case of Agriculture.* Washington, DC: World Bank, 1998.

Burfisher, Mary E., and Elizabeth A. Jones, eds. *Regional Trade Agreements and U.S. Agriculture.* Washington, DC: Economic Research Service, U.S. Department of Agriculture, 1998.

Challenges and Opportunities of the New International Trade Agreements (Uruguay Round) for ESCWA Member Countries in Selected Sectors: Agriculture Under GATT and WTO, With Special References to Egypt. New York: Economic and Social Commission for Western Asia, United Nations, 1998.

European Commission. Directorate-General for Agriculture. *GATT and European Agriculture.* Luxembourg: The Commission, 1996.

Gopinath, Munisamy, Daniel Pick, and Utpal Vasavada. "The Economics of Foreign Direct Investment and Trade With an Application to the U.S. Food Processing Industry." *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 81, no. 2, May 1999.

Healy, Stephen, Richard Pearce, and Michael Stockbridge. *The Implications of the Uruguay Round Agreement on Agriculture for Developing Countries: A Training Manual.*

Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1998.

Huang, Jikun, Scott Rozelle, and Mark W. Rosegrant. *China's Food Economy to the Twenty-First Century: Supply, Demand, and Trade.* Washington, DC: International Food Policy Research Institute, 1997.

Impact of the Uruguay Round on Agriculture. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, 1995.

Ingco, Merlinda D., and Francis Ng. *Distortionary Effects of State Trading in Agriculture: Issues for the Next Round of Multilateral Trade Negotiations.* Washington, DC: Development Research Group, World Bank, 1998.

Josling, Timothy. *Agricultural Trade Policy: Completing the Reform.* Washington, DC: Institute for International Economics, 1998.

Kalaitzandonakes, Nicholas, and Richard Maltsbarger. "Biotechnology and Identity-Preserved Supply Chains; A Look at the Future of Crop Production and Marketing." *Choices*, Fourth Quarter, 1998.

Orden, David, and Donna Roberts, eds. *Understanding Technical Barriers to Agricultural Trade: Proceedings of a Conference of the International Agricultural Trade Research Consortium.* St. Paul, MN: The Consortium, 1997.

Orden, David, Robert Paarlberg, and Terry Roe. *Policy Reform in American Agriculture: Analysis and Prognosis.* Chicago: University of Chicago, 1999.

Organisation for Economic Co-operation and Development. *The Uruguay Round: A Preliminary Evaluation of the Impacts of the Agreement on Agriculture in the OECD Countries.* Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, 1995.

Organisation for Economic Co-operation and Development. *The Uruguay Round Agreement on Agriculture and Processed Agricultural Products*. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development, 1997.

Pinstrup-Andersen, Per, Rajul Pandya-Lorch, and Mark W. Rosegrant. *The World Food Situation: Recent Developments, Emerging Issues, and Long-Term Prospects*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute, 1997.

Ritson, Christopher, and David Harvey. *The Common Agricultural Policy*, 2d ed. London and New York: Oxford University Press, 1997.

Roberts, Donna H., and Kathryn DeRemer. *Overview of Foreign Technical Barriers to U.S. Agricultural Exports*. Washington, DC: Economic Research Service, Commercial Agriculture Division, U.S. Department of Agriculture, 1997.

Schott, Jeffrey J., ed. *Launching New Global Trade Talks: An Action Agenda*. Washington, DC: Institute for International Economics, 1998.

Sheehy, Seamus J. "Toward Free Trade." *Choices*, First Quarter, 1997.

Thilmany, Dawn D., and Christopher B. Barrett. "Regulatory Barriers in an Integrating World Food Market." *Review of Agricultural Economics*, vol. 19, no. 1, spring/summer, 1997.

U.S. Congress. House. Committee on Agriculture. *Review the 1999 World Trade Organization Multilateral Negotiations on Agricultural Trade*. Hearings before the Committee on Agriculture, 105th Cong., 2nd Sess., 18 March 1998 (Europe); 12 May 1998 (Asia and the Pacific); 17 June 1998 (Africa and the Middle East); 22 July 1998 (Western Hemisphere).

U.S. Department of Agriculture. Economic Research Service. *Agriculture in the WTO* (WRS-98-4). Washington, DC: The Service, 1998. <http://usda.mannlib.cornell.edu/reports/erssor/international/wrs-bb/1998/wto/wrs98-4.txt>.

U.S. Department of Agriculture. Food Safety and Inspection Service. *FSIS Process for Evaluating the Equivalence of Foreign Meat and Poultry Food Regulatory Systems*. Washington, DC: FSIS, March 1999. <http://www.fsis.usda.gov/OA/programs/equiv.pdf>.

U.S. General Accounting Office. *Food Security: Factors That Could Affect Progress Toward Meeting World Food Summit Goals* (GAO/NSIAD-99-15). Report to Congress. Washington, DC: The Office, March 1999.

Vahl, Remco. *Leadership in Disguise: The Role of the European Commission in EC Decision-Making on Agriculture in the Uruguay Round*. Aldershot, England [and] Brookfield, VT: Ashgate, 1997.

Wolfe, Robert. *Farm Wars: The Political Economy of Agriculture and the International Trade Regime*. New York: St. Martin's Press, 1998.

CALENDRIER DES ACTIVITES ECONOMIQUES

12 mai	Réunion ministérielle Etats-Unis-Europe, à Berlin (Allemagne)	9 et 10 septembre	Réunion ministérielle de l'APEC, à Auckland
17 mai	Journée mondiale des télécommunications	12 et 13 septembre	Réunion des responsables économiques de l'APEC, à Auckland
21 au 23 mai	Assemblée plénière des sherpas du G8, à Bonn (Allemagne)	14 au 16 septembre	Réunion des ministres des transports du continent américain, à La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis)
24 au 28 mai	Assemblée annuelle de la Commission internationale de la pêche à la baleine, à Grenade (Espagne)	14 au 16 septembre	Conférence de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et le commerce électronique, à Genève
24 et 25 mai	Réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie, à Paris (France)	27 septembre	Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne (Autriche)
26 et 27 mai	Réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris	28 au 30 septembre	Assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, à Washington (Etats-Unis)
1er au 17 juin	Conférence de l'Organisation internationale du travail, à Genève (Suisse)	10 au 15 octobre	Neuvième Conférence internationale sur la lutte contre la corruption, à Durban (Afrique du Sud)
9 et 10 juin	Réunion des ministres des affaires étrangères du G8, à Cologne (Allemagne)	16 octobre	Journée mondiale de l'alimentation
12 juin	Réunion ministérielle du G8, à Cologne	25 au 29 octobre	Semaine des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, à Washington
18 au 20 juin	Sommet du G8, à Cologne	30 novembre	Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à Seattle (Etats-Unis)
21 juin	Sommet Etats-Unis-Union européenne, à Bonn		
28 au 30 juin	Réunion des ministres du commerce de l'APEC, à Auckland (Nouvelle-Zélande)		

Perspectives économiques

Volume 4

Revue électronique de l'Agence d'information des Etats-Unis

Numéro 2



Agriculture

**Les Etats-Unis et la prochaine
conférence ministérielle de l'OMC**

La suppression des subventions à l'exportation
La promotion de la biotechnologie • La réforme des
entreprises publiques • L'amélioration de l'accès aux marchés

Mai 1999